

*Gal. H. C. C. e*

**M. TURGOT**

À

**M. NECKER,**

&

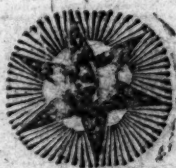
SUR

**L'ADMINISTRATION**

DE

**M. NECKER.**

**PAR UN CITOTEN FRANÇOIS.**



**A LONDRES,**

*Et se trouve*

**A PARIS,**

**CHEZ les LIBRAIRES, QUI VENDENT  
LES NOUVEAUTÉS.**

1780.

22.

# TABLEAU C

*De ce qui s'est passé en 1716, 1717, 1718, 1719, 1720,*

*Voyez Histoire du systé*

M. LAW.

1. **O**N lit dans l'Histoire du système, avant qu'il ait eu lieu, que l'on avoit épuisé toutes les ressources des emprunts, des loteries, des rentes viagères.
2. Que Law proposa ensuite son système comme le moyen d'éviter de surcharger l'Etat par de nouveaux impôts.
3. Que Law fit envisager la destruction de tous les crédits particuliers comme devant produire l'augmentation de celui du Roi, qu'il proposa d'y substituer.
4. Une Déclaration du Roi qui ordonna que tous les billets pour le service de l'Etat seroient rapportés vérifiés, procura au commencement de 1716, le retard de tous les paiemens.
5. Arrêt du Conseil du 2 Mai 1716, qui permet à Law & Compagnie d'établir une Banque publique sous le titre de Banque générale.
6. Un an après, la Banque générale fut réunie au Trésor Royal: il fut ordonné que ses billets seroient reçus en paiement.
7. Arrêt du Conseil d'Etat du 10 Septembre 1719, qui ordonne que les Traitans généraux d'affaires extraordinaires seront tenus de présenter & affirmer leurs comptes devant des Commissaires.
8. Arrêt du Conseil d'Etat du 27. Août 1719, qui casse & annulle le bail de la Ferme générale.
9. Arrêt du Conseil du 12 Octobre 1719, pour faire cesser les fonctions des Receveurs Généraux des Finances, & ordonner qu'il soit pourvu au remboursement de leurs Offices en récépissés au porteur, aussi-tôt après la liquidation de leurs quittances de finances.
10. Les rescriptions furent converties en billets de banque.
11. Déclaration de Février 1720, avec préambules éloquens tendant à réprimer le luxe.
12. L'Auteur du système a été regardé pendant deux ans comme un génie supérieur; il se rendoit hardiment garant de tous les événemens: ses opinions prévalaient dans le Conseil, & ses opérations excitoient l'enthousiasme du Public.
13. M. Law, étoit Etranger & Banquier.
14. Il fut Controleur Général.
15. Il bouleversa le Royaume, ruina les particuliers, fit faire la banqueroute & se sauva.
16. M. de Maurepas étoit dans le Conseil, mais trop jeune pour s'opposer à la catastrophe. [Il étoit âgé de 18].
17. Le Parlement, effrayé de l'établissement de la Banque; rendit le 12 Août 1718 un Arrêt qui fit défenses à tous Etrangers même naturalisés, de s'immiscer en aucune manière au maniement & à l'administration des deniers royaux, sous les peines portées par les Ordonnances: cet Arrêt n'empêcha pas la catastrophe: mais il prouva que le Parlement l'avoit prévue; & il fut sa justification.



# COMPARATIF,

20, & de ce qui se passe en 1776, 1777, 1778, 1779, 1780.

*système. Pièces justificatives.*

M. NECKER.

1. **O**N lira dans l'Histoire que M. Necker a épuisé toutes les ressources des emprunts, des loteries, des rentes viagères. — Edits de 1776, 17, 18, 19, 80.
2. Que M. Necker, a présenté son plan économique comme le moyen d'éviter la surcharge de l'Etat par des nouveaux impôts.
3. Que M. Necker a fait envisager la destruction des crédits intermédiaires comme devant servir à l'accroissement de celui du Roi, qu'il a proposé d'y substituer.
4. La Déclaration de Septembre 1779, qui porte que tous les brevets de pension & autres, seront rapportés pour en faire la vérification, a fait profiter le Roi du retard de paiement qui en a résulté.
5. L'Arrêt du Conseil du 22 Septembre 1776, a permis à une Compagnie d'établir une Banque publique sous le titre de Caisse d'escompte. *Item.* Arrêt du 7 Mars 1779.
6. Les billets de la Caisse d'escompte sont reçus dans toutes les Caisses du Roi, & offerts en paiement aux particuliers, quoique cela soit contraire à l'établissement.
7. Un Edit de Novembre 1778, ordonne que les Trésoriers Généraux & Particuliers seront supprimés, & tenus de présenter leurs comptes devant des Commissaires.
8. Arrêt du Conseil du 9 Janvier 1780, qui détruit la Ferme générale.
9. Edit d'Avril 1780, pour faire cesser les fonctions des Receveurs généraux des Finances, & ordonner qu'il seroit pourvu au remboursement de leurs Offices; mais seulement après l'apurement & correction de leurs comptes, ce qui donne un délai de plus de quatre ans.
10. On peut croire que les rescriptions seront discréditées, & qu'on voudra les remplacer par des billets de la Caisse d'escompte.
11. Les préambules des nouveaux Edits sont encore plus éloquens, & ont le même objet.
12. L'Auteur du nouveau plan est encore regardé comme un homme d'esprit: il n'a pas hésité à garantir le succès de ce qu'il propose: sans être dans le Conseil, il fait faire prévaloir ses opinions; & ses opérations ont trouvé jusqu'à ce moment des enthousiastes.
13. M. Necker est Etranger & Banquier.
14. Il est Directeur général.
15. Il bouleverse tout: il ruine les particuliers: il fera, . . . &c. . . &c.
16. M. de Maurepas se retrouve à la tête du Conseil: c'est aujourd'hui par son expérience & sa sagesse, que le Roi & la Nation peuvent être préservés d'une pareille catastrophe. [Il est âgé de 81].
17. M. Necker, suit la même marche que Law. Quelle seroit l'excuse du Parlement & du Ministère, s'il en résulteroit le même effet. Un Arrêt du Conseil a permis l'établissement d'une Caisse d'Escompte pour les lettres de change: mais peut-il exister un papier monnoye sans la sanction du Parlement?

[\*][\*][\*][\*][\*][\*][\*][\*][\*][\*][\*][\*][\*][\*][\*][\*]

M. T U R G O T

A MONSIEUR NECKER.

J'AI suivi toutes vos opérations, MONSIEUR, depuis votre élévation. Je vois tous les jours que j'ai fait une grande faute en entrant dans le Ministère ; j'aurois dû vous choisir pour mon premier Commis, cette place devoit alors vous convenir : vous faisiez votre étude de mes principes, & ne les combattiez que pour vous faire connoître ; mais M. de Pezai, votre illustre Protecteur, ne m'avoit jamais parlé de vous ; & j'ai malheureusement eu mon *de Vaines*, comme vous avez votre *Hamelin*. Je laissois au premier la partie de la Comptabilité, des Registres, enfin tout l'A. B. C. du métier ; mais vous connoissez mieux la maniere de tenir les Livres, & d'en faire la balance. J'avoue que je regardois cette manipulation audeffous de moi ; c'est mon principal tort : il tient infiniment peut-être au préjugé de la naissance, de l'éducation & de l'habitude dans les moyens d'acquérir.

Différent de moi, Monsieur, à tous ces égards, & de tous mes Prédécesseurs, vous avez eu plus d'avantages que nous, & vous avez fait briller des connoissances que les Sully, les Richelieu, les Mazarin, les Colbert avoient eu la mal-adresse de rejeter dans les classes subalternes.

Vous abhorrez la Ferme : vous détestez les



Financiers : vous avez une aversion étrange pour les Magistrats : vous ne pouvez pas aimer la Monarchie, puisqu'en un mot vous êtes Banquier, vous êtes lié à tous les Banquiers : votre fortune est en banque. Aussi il n'y a pas une de vos opérations qui ne soit en dernière analyse au profit de la Banque : tout chez vous , tout autour de vous prend sous vos mains cette avantageuse tournure, & tous les grands Ministres du temps passé n'étoient que des Administrateurs : vous ne connoissez que les calculs de l'impôt, & ils n'y voyoient d'important que sa base & sa législation. Vous avez apporté dans nos Finances la science des Viremens & des Emprunts ; science propre à tout Banquier en *détresse* ; & vous avez paru un homme rare, parce que dans l'administration l'on n'avoit point encore tenu de compte en banque.

D'ailleurs la circonstance vous a parfaitement servi : votre prédécesseur Clugny avoit tant vécu en si peu de temps ! Il vous avoit tant préparé de réformes claires & faciles , dans les Loteries , les Messageries , les Postes , les Octrois des Villes , &c. que vous n'avez pas même pu avoir le mérite d'imaginer la nécessité d'y travailler.

Quoi qu'il en soit , tout ce que vous avez fait jusqu'ici se réduit à la suppression des Trésoriers, aux Réglemens sur les Fermes & sur la Maison du Roi ; enfin au renvoi des Receveurs Généraux des Finances.

Pour la suppression des Trésoriers, vous avez trouvé les plans tout faits : vous avez ouvert le Porte-feuille de M. de Malesherbes & le mien, & vous n'avez eu que la peine d'en tirer le travail &

& de le faire agréer. L'opération sur eux , & sur la Maison du Roi , n'est qu'un ouvrage revu par vous. Nous avons eu toute la difficulté de la composition , vous en recueillez la gloire. *Sic vos non vobis vellera fertis oves.*

Une seule chose m'afflige , c'est d'imaginer qu'il seroit possible que vous eussiez compromis l'exécution d'un projet aussi utile , par le peu de décence & d'honnêteté que vous avez mis dans la forme sous laquelle vous l'avez présenté au public. Justement convaincus que le patriotisme & le noble désintéressement sont les principales vertus de nos Princes & des Grands revêtus des Offices de la COURONNE , M. de Malesherbes & moi nous étions bien éloignés de penser qu'ils voulassent apporter le moindre obstacle à des réformes tendant au soulagement de l'Etat : nous aurions cru leur manquer à toutes sortes d'égards si nous avions eu l'idée que la réforme de la Maison du Roi pût s'effectuer sans leur coopération. Et vous, Monsieur , non seulement vous leur ôtez aux yeux du Roi & de la Nation le mérite d'un sacrifice honorable ; mais vous avez cherché à les flétrir en opérant dans un secret & un mystère qui sont les indices certains d'une défiance inspirée au Roi à leur sujet. . . Mais vous avez voulu les flétrir en ajoutant aux motifs pris des besoins de l'Etat , des insinuations tendant à persuader que s'ils n'étoient pas complices de malversations & d'abus répréhensibles , au moins ils les toléroient. . . Mais vous avez tenté de les flétrir en confondant un Prince de la Maison de France , un autre de la Maison de Lorraine & le premier Ecuyer de France avec ces Directeurs de



Speçtacles que leur état , leur genre de vie & les friponneries rendirent toujours avec raison l'objet du mépris universel. Dans une Monarchie , il faut connoître la distinction des rangs & les égards dûs aux Personnes.

Ces grands Ordonnateurs ayant le travail avec le Roi , nous aurions cru commettre une usurpation malhonête si nous avions enrichi notre Ministère des dépouilles du leur , si nous les avions exclus de l'honneur de concerter directement avec le Roi le projet de réforme. Cependant cet expédient juste & honnête auroit sauvé le refus de travailler avec vous , vu votre incapacité personnelle qui fait que vous n'avez d'entrée dans aucun Ministère, dans aucune charge de l'Etat ; que vous ne pouvez être reconnu , enregistré , fermenté nulle part. Eh ! que vous importe si vous n'eussiez eu dans le cœur que le bien de l'Etat ? Vous n'auriez vu que l'utilité , la nécessité du projet ; vous auriez remis vos mémoires au Roi. Sa Majesté en auroit conféré avec les Intéressés , & vous vous seriez par cette tournure loyale , concilié leur suffrage & leur estime.

Au contraire , après votre manquement inouï de respect , de confiance , de procédé. . . vous devez naturellement vous attendre à toutes les entraves , tous les déboires , toutes les humiliations qui sont la suite d'une telle offense ; déjà votre besogne , qui devoit commencer en Avril , est renvoyée en Juillet. . .

Avez-vous d'ailleurs jamais bien conçu la vraie difficulté de la réforme de la Maison du Roi ? Votre conduite ne l'annonce pas. Vous avez imaginé qu'il en étoit comme de votre maison ,

où

où (quoiqu'il n'y ait maintenant que la distance de la fortune acquise, entre vous, votre Cocher, votre Maître-d'hôtel, votre Valet-de-chambre) vous êtes, comme de raison, souverain maître & arbitre de disposer de tout & de tout réformer; mais vous ne faites point société, vous ne mangez point avec eux : ce n'est pas aujourd'hui la compagnie de Madame votre Femme.

Je ne vous vois plus qu'un seul parti à prendre pour venir à bout de réaliser les plans de M. de Malesherbes & les miens; c'est de publier un Edit portant tout d'un coup suppression & création totales de la Maison du Roi. . . .

Quant à la suppression de ses Trésoriers, comment avez-vous pu, en conscience, y comprendre celui de la Reine ? Au mépris des clauses formelles du contrat de mariage de cette Princesse ? De ce contrat sur la foi duquel elle a consenti de devenir notre Souveraine ? Tremblez que quelqu'un ne lui en fasse faire la réflexion & ne lui ouvre les yeux sur les dangereuses conséquences de cette violation du plus majestueux & du plus sacré des actes.

Vos rivaux en banque prétendent au reste que vous n'avez fait toutes ces suppressions que pour donner plus de latitude à la caisse de votre Société.

Nous n'avions en vue, nous, que le bien de la chose, nous n'en savions pas davantage; on a voulu me prouver que vous y trouvez abondamment le vôtre, & que votre habileté en Virement & en Banque vous a fait établir des rapports intimes entre votre Maison, la Caisse d'escompte, les Billets noirs, le commerce des Billets d'emprunt,



& les fonds du Trésor Royal ; suivant le Système, imprimé à *votre insçu*, de votre parent & de votre compatriote Rillet. En effet mon Notaire crie fortement contre vous , & il m'a assuré que tous les Notaires , Banquiers , Agens qui ne sont pas Actionnaires ou Courtiers dans vos affaires , déclament nuit & jour : il faut qu'il y ait une cause secrète ; je la demanderai au *Chevalier Lambert*.  
 ( 1 ) On a calculé la progression de votre commune fortune par l'accroissement des Agens de votre Maison de Banque depuis 1777. Je n'y ai pas été voir ; mais un Agent de Change , médissant peut-être , m'a dit qu'il y avoit quarante Commis de plus , & il m'a fait un compte de 1,750,000 liv. que depuis six mois elle a gagnées , sans bourse ouvrir , sur le monopole du dernier Emprunt.

J'entrevois dès-lors le parti qu'un Banquier, Directeur général , même sans appointemens , peut tirer de la suppression des Caisses de finances & du discrédit des Financiers.

Je ne calcule pas encore ici tout l'avantage que le sçavoir-faire d'un tel homme peut se procurer sur les Billets noirs : je ne m'arrête qu'un instant sur la circulation effrayante de ce papier-monnoye : on force aujourd'hui les Caisses & les  
 Par-

( 1 ) *Nota.* Chacun sçait la petite vilainie de vos Associés Girardot & Haller , au sujet d'une Commission qu'ils enlevèrent au Chevalier Lambert , pour se la faire donner. Le Chevalier cria contre l'odieux procédé ; il menaça : on envoya des médiateurs , & par des arrangemens afin d'éviter l'éclat deshonorant pour vos bons amis , on partagea en commun le profit de la Commission. Il s'agissoit d'un lot considérable dans votre Loterie & de sa vente pour compte Anglois.

Particuliers, les Maisons des Princes elles-mêmes à le recevoir pour comptant: & il y en a peut-être pour cent millions qui circule: il est visible que c'est la marche du système de Law. Or on n'a pas oublié le désastre de la France, quand les Finances étoient confiées à ce Banquier étranger: toute sa magie s'évanouit en un jour: toute la vôtre s'évanouiroit en un minute, si parmi les Joueurs il s'en trouvoit un fripon qui s'avisât de contrefaire votre papier; le lendemain tout le monde courroit à la Caisse: y auroit-il en argent la dixième partie de son immensité? Eh qui nous garantit que déjà il n'y en a pas de falsifié? Qui peut nous rassurer contre le premier désespoir d'un joueur malheureux & ruiné? ... contre l'avidité des Commis de l'Escompte? contre le besoin urgent d'un Actionnaire prêt à fuir à Bruxelles? ...

L'exemple de 1720 est encore sous nos yeux ... Voilà à quoi vous exposez l'Etat au sein de la plus terrible guerre qui ait jamais existé! Toute la base de sa puissance est une feuille, l'opinion & votre parole.

Quant au fameux Reglement qui révolte la partie la plus instruite des Financiers, en mécontentant l'autre, je vous en ferois mon compliment, si vous ne m'en dispensiez dans le preambule, par le soin que vous prenez d'en exagérer le mérite & les qualités. Je l'ai considéré sous tous les points de vue; j'ai entendu tous les Eloges que l'on en a fait: j'ai lu ce que la *Chambre des Communes* en a dit, ou ce que l'*Abbé Aubert* lui en a fait dire dans le *Courier de l'Europe*, refait à Paris sous vos yeux: mais tout cela ne m'a pas



convaincu. Votre prôneur à gages, ce *Fornier*, votre petit *Bouffon*, n'y parviendrait pas.

Vous sçavez que je tiens un peu à mes idées; jugez de celles que je vais vous présenter.

Votre Règlement, comme tous les miens, a son préambule & ses dispositions, sa tournure & sa méthode. Je ne considérois les choses que dans l'ordre immuable des Sociétés politiques, & suivant les principes simples, grands & féconds de la bonne Administration des Empires. En conséquence je ramenois tout à l'unité d'un premier principe; je cherchois à faire briller tout à la fois l'évidence, & à forcer la conviction: mes déductions n'étoient que des élémens de la raison, présentés sans art & sans prétention.

Votre maniere, Monsieur, n'est pas la même: elle tire à l'esprit philosophique. Chaque substantif a son adjectif bien ou mal appliqué. Il y a une certaine redondance académique, & les beaux esprits du cercle de Madame votre Femme y ont certainement tour-à-tour fourni de leur abondance. Mais ce ne sont que des phrases qui ne tendent point à développer un grand principe d'ordre essentiel ou d'administration principale. Elles aboutissent à un petit calcul de banque & d'argent; une longue Préface, de grands paragraphes avec divisions & subdivisions, & un produit espéré de quatorze millions de plus: c'est là le dernier résultat de tout ce grand étalage.

Il n'est qu'un remuement d'invidus, un déboulement de bataillons, pas une découverte au-delà. Car ce bénéfice prétendu de quatorze millions dont l'aperçu seul a dû soulager l'ame honnête & bienfaisante de notre jeune Monarque,

est

est-il bien réel ? *quatorze millions* enlevés aux Financiers pour rentrer dans les coffres du Roi , qui font répéter dans tous les Cafés l'éloge de votre dextérité , ne sont-ils pas une pure parade pour amuser les ignorans ? Beaucoup de gens le prétendent , & voici la preuve qu'ils ont raison. Quatorze millions par an rendent en six ans quatre-vingt-quatre millions. Ajoutez à cela trente mille livres de traitement que vous donnez aux Fermiers Généraux , & vingt-quatre mille à vos cinquante Régisseurs , Administrateurs , qui font pour six ans aussi 14,400,000 livres : le total est donc 98 millions quatre cent mille livres que ces Messieurs ont dû gagner suivant votre calcul , par chaque bail ; ce seroit environ , 1,600,000 liv. pour chacun , depuis l'anéantissement des Sous-Fermiers. Eh bien ! je vous propose une bonne affaire , tenez compte à ces Messieurs de ce qu'ils ont gagné de moins , & je vous promets qu'ils vous tiendront quitte de tout ce que vous pouvez leur devoir , & même de leurs fonds d'avance. Mais vous n'en ferez rien.

Je ne reviens point de cette confiance à assurer que *les revenus de Sa Majesté seront vraisemblablement augmentés de près de 14,000,000 livres*. N'avez-vous pas songé que ces augmentations de revenus dépendent de la variation des récoltes , de l'étendue des consommations , de la richesse ou de la misère publiques , &c. &c. ?

Vous ne craignez pas d'ajouter encore avec une assurance tranchante que *les recouvrements des droits des trois Compagnies s'élèveront à environ deux cent cinquante millions*. Quelle assertion , Monsieur ! daignez calculer la chose avec moi : je la connois.

La



La Ferme générale étoit de . . . 152 millions.

La Régie générale, les Droits . . .

De Greffes, Hypotheques, &c. . . 20 millions.

La Régie des Domaines & Bois . . . 12 millions.

Votre espérance d'augmentation est de 14 millions.

Tout cela ne fait que . . . 198 millions.

Voyons dans une autre hypothèse (1).

Où en trouverez-vous 250? Comment osez-vous les annoncer comme chose sûre? Comment vous concilierez-vous avec vous-même? D'une part vous comptez sur une *augmentation vraisemblable* de près de 14,000,000 liv. dans les revenus; & d'autre part, vous avancez que ces mêmes revenus qui avant votre direction n'étoient que de 184 millions *s'élèveront* à environ 250. Il est trop évident, Monsieur, que vous vous êtes grossièrement trompé, ou que vous avez voulu tromper; & dans les deux cas, un mensonge de cette espèce dans la bouche d'un Administrateur, en face du Roi & de la Nation, ne sont capables que de lui enlever toute confiance publique & particulière, & d'effrayer sur le péril imminent de son administration; mais quand je réfléchis que vous avez dans vos Bureaux, & dans le plus menu détail, toute l'opération, tous les résultats, tout le secret de la Ferme, j'en conclus que vous-même vous savez que cet énorme cal-

(1) Vous passez le nouveau Bail à 223 millions ou 226 au plus. La Régie générale sera de 42, les Domaines de 42: tout cela ne fait encore que 210 millions, & les deux derniers objets sont posés en produit brut: les frais sont à déduire pour le compte du Roi.

calcul est une chimere propre à faire illusion dans un préambule; mais que vous n'avez pas pensé que la fausseté seroit connue, & qu'elle rendroit la charlatanerie méprisable.

Au surplus, votre Arrêt porte un caractère qui vous est propre : vous haïssez les *Fermiers Généraux* : moi je ne haïssois que la *Ferme Générale*; & cela tient encore à la différence des personnes & des habitudes. Depuis long-temps il existe une rivalité entre les Banquiers & les Financiers. Les derniers ont eu jusqu'à présent le dessus : mais vous regnez, & vos Banquiers ont pris le haut bout. Telle est la vicissitude des choses humaines, & le mot de votre opération. Tous nos Prédécesseurs depuis Sully avoient préféré des Compagnies de Financiers à des Compagnies de Banquiers, parce qu'ils étoient persuadés que ceux-ci ont deux Patries, l'une où ils trouvent l'argent à bon marché, & l'autre où ils le vendent fort cher.

Ces grands Ministres sçavoient que les Banquiers sont tellement indépendans du Gouvernement, qu'ils rendent au contraire le Gouvernement dépendant d'eux quand il fait affaires avec eux. En effet, ils commencent à lui prêter à six mois, avec la commission, ce qui la rend double; puis le Gouvernement devient embarrassé : ils ne lui prêtent plus qu'à quatre mois, & la commission triple; mais l'embarras s'accroît : ils ne trahant plus qu'à trois mois, & la commission quadruple. Si le Gouvernement se lasse de l'usure, il faut qu'il paye sans pouvoir reculer; autrement, comme les effets ont passés par les Banques de *Gendos*, de *Londres* & d'*Hollande*, le Gouvernement seroit

roit réduit à faire banqueroute, non-seulement à ses Sujets, qui y sont accoutumés, mais à l'Europe, qui par la suite ne voudroit plus traiter avec une Administration perfide & deshonorée, ni avec les Individus d'une Nation aussi infidele.

Quelles peuvent donc être les vues de votre politique? Je crois les deviner: en remplaçant, comme vous le pouvez, le crédit de la Finance par celui de vos Banquiers, vous n'avez cherché par ce système dangereux qu'à vous rendre stable dans votre place & *inrenvoyable*: voilà pourquoi à la plus légère contradiction vous ne craignez pas de mettre toujours le marché à la main & de proposer au Roi votre démission: vous croyez qu'elle ne peut être acceptée, parce que vous vous imaginez avoir mis le Roi dans l'absolue dépendance de votre Personne; & voici comment; vous avez constitué l'Etat débiteur envers votre Maison, vos Banquiers, de 130 millions, je le suppose: la plus longue échéance est à six mois; de manière que si le Roi vous renvoyoit, cette dette étant exigible dans ce court espace de temps, il ne pourroit trouver la somme, puisque vous avez eu l'adresse de faire perdre aux Financiers toute espèce de crédit.

Quand les anciens Ministres au contraire vouloient de l'argent, pourquoi s'adressoient-ils à des Compagnies de Finance? C'est que pour être exposés à un refus il falloit qu'il y eût impossibilité absolue, si non les Financiers dépendans du Ministre craignoient pour leur état, leurs emplois; les Entrepreneurs, pour leurs entreprises; les Fermiers, pour leurs Baux; les Titulaires, pour leurs Offices; tout étoit caution de l'étendue & de la

fidé-



fidélité de leurs ressources : mais vos Banquiers sont à l'abri de tout, ils n'ont rien à redouter; ils ont eu vos effets, ils ont eu soin de s'en défaire : ils n'en sont plus porteurs : un homme de qualité imprima il y a un an que jamais Ministre n'avoit eu un crédit plus préponderant que le vôtre, précisément parce que vous n'êtes pas Ministre, & que vous n'entrez pas au Conseil. Il avoit raison : par le jeu de votre Banque vous êtes le Cosmopolite le plus dangereux : par l'ascendant de votre ton tranchant & impérieux, vous écarterez tous contradicteurs : vous abusez également & de la facilité du Bon M. Maurepas, qui rit de tout ce que vous faites, parce qu'il n'a plus la force de s'opposer au torrent déréglé de votre imagination, & du cœur tendre & naïf d'un jeune Prince qui ne veut que le bien, & qui saisit avec avidité tout ce qui en a le simple vernis : il n'y a plus de Conseil de Finance où l'on délibère : tout est à la merci de vos Commis & de votre Tête; vous culbuttez tout, vous allez brouiller tout pour vous rendre nécessaire, & vous en imposez sur tout : vous envahissez tous les Ministeres : vous persuadez au Roi que la vérité ne peut parvenir à lui que par vous ; c'est bien là le calcul de l'intrigue & de l'intérêt : vous avez aussi celui de l'ambition.

Il est public que vous volez à la gloire, à l'immortalité, & comme Erostrate vous voulez vous faire un nom à quelque prix que ce soit, non en brûlant un Temple, mais en élevant des Prêches : vous êtes Protestant : le titre de Protecteur, de *Libérateur* de vos *Freres* vous flatteroit : à coup sûr il vous seroit à jamais décerné, si vous pou-

pouviez parvenir à leur ménager une consistance civile, à leur faire acquérir tous les privilèges du citoyen, à leur procurer enfin la tolérance & la liberté. Nous autres Philosophes nous ne pouvons qu'applaudir à un zèle aussi louable: en effet vous en prenez les vrais moyens; vous êtes sûr vraisemblablement du degré de diminution de la puissance du Clergé: votre vigoureux Edit des Hôpitaux va préparer la ruine de son crédit de richesses; vous avez ouvert la tranchée, le grand coup est porté; tout le reste ne tardera pas à s'abaisser. Alors en mettant en même temps tout le crédit de l'Etat & tout son argent dans les mains des Banquiers *Génois, Protestans, &c.* l'indifférence, ou peut-être même le mépris, seront pour le Clergé: la considération, la reconnaissance publiques, le vrai pouvoir seront pour vos frères. Ce seroit ingratitude de ne pas les mettre tous au moins de niveau; & la gloire toute entière vous en sera rendue. Mais ce point de vue est d'un grand génie, vous y mettez aussi une grande adresse.

Revenons à votre Règlement des Fermes générales.

En quoi consiste-t-il? Jusqu'ici nous n'avons rien vu de votre propre fonds. Ce dernier projet n'en est pas encore; on l'avoit proposé à l'Abbé Terray: on l'a proposé depuis dix-huit ans à tous les Contrôleurs Généraux; on l'a remis sans cesse sous les yeux des Ministres. Tous l'ont successivement & uniformément rejeté, pour deux raisons, l'une, c'est qu'il tend à anéantir un crédit intéressant pour le Public, & souvent utile aux Ministres eux-mêmes; vous ne devriez pas avoir oublié

oublié l'utilité que vous en avez retirée l'année dernière : l'autre, c'est qu'il n'a jamais été présenté que par les Fermiers mêmes des Domaines & des Aides. Vous croyez bien qu'ils entendent leurs intérêts ; ils en trouvent donc plus à la disjonction qu'à la réunion.

Vous en auriez été frappé, si vous aviez été tant soit peu instruit de la manutention de la Ferme générale, qui toujours dans son sein exerça l'inspection & la *surveillance* la plus exacte sur les Fermiers des Domaines & des Aides.

Or ces Messieurs qui ont besoin d'être un peu inspectés, n'aiment rien moins que l'Inspection. De tout temps ils ont été fort jaloux de s'y soustraire ; & voilà sur quoi vous auriez dû vous faire éclairer. Les Fermiers des Domaines & Aides sont un reste des Sous-Fermiers, qui toujours ont mis dans les détails de la perception la forme la plus dure, la plus vexatoire pour les peuples dont ils exprimoient toute la substance. Ce sont eux qui avoient introduit l'infamie du *trop bu*, ces inquisitions révoltantes chez tous les citoyens, & mille autres horreurs que la Ferme générale n'a pas pu réussir à faire anéantir. Mais au moins la Ferme inspectoit cette Régie, en réprimoit les excès, & s'occupoit à en diminuer le poids accablant. Maintenant par votre disjonction les voilà maîtres absolus de pousser l'*extension* dans les Domaines & les Aides jusqu'à l'apogée financière.

Voulez-vous sçavoir encore un énorme inconvénient de votre *disjonction* qui vous paroît un chef-d'œuvre ? c'est que dans la réunion les profits d'une partie balancent les pertes de l'autre, & que



dans la disjonction le Roi supporte la perte totale d'une partie , & n'a qu'une portion de bénéfice dans celle qui gagne : ainsi celle des Domaines dont les progressions sont immenses , servoit naturellement à couvrir le *deficit* des autres parties de la Ferme , & au moyen de la disjonction tout sera perte pour l'Etat , tandis que tout sera gain pour le Financier. Donc si votre beau projet avoit été admis par M. l'Averdy , il en seroit résulté qu'alors la Ferme des Domaines ayant gagné 25 millions , tandis que celle des Aides & Entrées de Paris en perdoit 22 , les Fermiers de cette dernière auroient mis la clef sous la porte , & il en auroit coûté au Roi une somme énorme ; pendant que les Fermiers des Domaines auroient eu des gains excessifs & immodérés.

En diminuant les *latitudes* vous mettrez tout d'un côté , rien de l'autre : c'est précisément l'incertitude des hasards qui doit faire préférer la réunion à la disjonction , afin d'obtenir un produit commun plus fixe : c'est ainsi du moins que l'ont pensé les Ministres du dernier regne ; ils avoient tort. Vous, Monsieur, Banquier, vous, citoyen de Geneve, vous voyez bien mieux.

Au reste , dans toute votre affaire le peuple sera-t-il plus heureux ? car voilà l'essentiel. Les impôts seront-ils diminués ou rendus plus supportables ? Il est clair que l'on paiera de même & sous le même forme. Je suis même persuadé , avec tous les gens instruits , que l'on sera infiniment plus vexé , sinon par l'Impôt , au moins par la rigueur de la perception. Toute votre évolution de Financiers ramene le fond & la forme des Sous-Fermiers. Il n'est pas surprenant que vous  
ignorez

ignoriez l'activité, la rapacité, de cette espèce de gens. En 1755, Commis de feu M. Girardot, vous ne vous occupiez gueres de ces objets.

Je rendrai justice à la Ferme générale: depuis le nouveau Regne, elle a conduit ses droits, onéreux par leur nature, avec le plus grand désintéressement; mais dorénavant, je vous le promets, les Fermiers-Régisseurs & autres tireront parti de leur nouvel état dans une *latitude proportionnée* à leur intérêt, & déjà même ils ont la bonne foi de l'annoncer.

Vous recevrez alors, & cela ne tardera pas, les bénédictions des peuples sur la *douce* équité de votre administration: c'est là où je vous attends.

En divisant en trois Compagnies la Ferme générale, encore ne falloit-il pas employer vingt-cinq Administrateurs pour les Domaines. Huit Fermiers généraux *conduisoient* parfaitement les Droits domaniaux dépendans de la Ferme. Cet objet est de 26 à 27 millions de produit. La partie confiée aux anciens Receveurs généraux des Domaines est au plus de douze millions, le produit des bois y compris, qui peut monter à six: & pour ce dernier objet la manutention s'en peut faire facilement par le dernier Teneur de livres de votre maison. Voilà donc, en annonçant de l'économie, une surcharge de dépense pour l'Etat, qui paie très-cher ses Administrateurs.

Il en est de même de la partie des Aides, qui, avec les Régies analogues, peut être administrée par quinze *Aidiers* tout au plus. Je suis convaincu que l'observation ne vous en a pas échappé: mais malgré la *réserve en argent, ainsi que la somme d'effets négociables à chaque instant, que vous*

*ménagez constamment dans le Trésor Royal, j'imagine que vous avez voulu encore vous ménager une latitude de 20 millions proportionnée à vos besoins (1), & pour cela vous avez contrarié votre plan de simplicité tout en le publiant. Entre vous & moi cette latitude est-elle bien sûre ? Croyez-vous de bonne foi que vous trouverez assez de dupes qui prêteront leur argent à des Régisseurs existans aujourd'hui, & qui peuvent ne pas exister demain, qui ne sont réellement que les prête-noms de l'Administration, sur qui les prêteurs ne peuvent avoir aucun recours quelconque, s'il vous vient à l'idée, comme la circonstance vous y forcera, de rembourser ces prêteurs en contrats, en ce papier monnoie, auxquels votre caisse d'escompte cherche à donner cours, ou même de suspendre le remboursement jusqu'à des temps indéfinis ? L'Abbé Terray n'en faisoit pas d'autres.*

D'ailleurs vous conviendrez que ceux que vous avez admis pour Régisseurs ne sont pas précisément l'élite de l'ancien Corps ces derniers n'en auroient pas voulu être. La confiance publique ne fera donc l'effet ni de leurs qualités personnelles, ni de leur consistance publique.

Com-

(1) C'est pour étendre cette latitude, sans doute, que vous avez publié les Lettres Patentes du 27 Février 1780, au moyen desquelles & de l'Arrêt interprétatif, vous allez dévorer en un an le produit immense de plus de huit années d'avances des Parties casuelles, en n'exigeant le Payement anticipé que de six. Bon calcul de banque ! l'admirable économie ! l'excellent Administrateur pour le présent & pour l'avenir ! . . .



Comment les quarante Fermiers Généraux eux-mêmes pourront-ils faire leurs fonds ? J'en suis inquiet : & voici pourquoi.

J'ai conservé assez de liaison avec eux (1) , pour ne pas ignorer qu'afin d'étendre & de fixer votre *latitude* , alors très-incertaine , vous leur avez soutiré 10. 18 millions fournis par leurs malheureux Employés , à peine de perte de leurs emplois : 20. 11 millions d'avances , & je me ressouviens bien qu'à l'époque de mon renvoi leurs avances n'alloient qu'à neuf : 30 un crédit de 18 millions , quoique vous prétendiez actuellement que le crédit n'est utile qu'aux *Banquiers*.

Ils vous avoient prié de faire passer ces dix-huit millions de Billets avec ménagement dans les paiemens du Trésor Royal. Votre *latitude* étoit alors si bornée que vous les remîtes sur le champ à vos *Banquiers* , qui ne voulurent les prendre qu'à 5 pour 100 , tandis que la Ferme générale n'avoit jamais donné que 4 & demi dans les temps les plus malheureux , & même dans ceux des suspensions de 1759 & 1771.

A ce moyen la confiance & l'assistance généreuses de la Ferme générale , loin d'éclairer votre reconnaissance , vous ont servi doublement à détruire son crédit , en la réduisant à l'obligation indispensable de donner comme vous à l'avenir 5 pour 100 d'intérêt (2).

Or

(1) On sçait, il est vrai , que vous en avez fait trois fois la liste pour choisir ce qu'il y avoit de meilleur , & que cet article au moins fût sûr.

(2) Il ne manqueroit plus à votre honnêteté que de vous approprier maintenant les bénéfices des Fermiers : Qui sçais ....

(blij)

Or c'est cette position que vous choisissiez pour en forcer les Membres à vous prêter 1,560,000 liv. chacun , à 5 pour 100 seulement. Mais comment voulez-vous qu'un individu puisse trouver à 5, quand le Corps entier ne peut trouver qu'à ce taux, quand cet individu ne tirera de son avance que le même intérêt qu'il paie de son emprunt.

On est accoutumé à voir que le gage des BILLETS des Fermes étoit la fortune de soixante personnes; aujourd'hui, par votre adresse, le nombre de ces BILLETS est augmenté de 18 millions; & le gage est réduit à la fortune de quarante personnes. L'emprassement des prêteurs augmentera-t-il en raison de la diminution de leur sûreté?

Précédemment chaque Bail en annonçoit constamment un autre sans les augmentations & améliorations; mais aujourd'hui vous diminuez le gage public & les profits particuliers; vous exigez la contribution & l'avance du même capital dont vous réduisez l'intérêt au taux fixe de celui de son emprunt, & vous n'annoncez que mobilité, incertitude & nouveaux changemens à l'expiration du Traité. La confiance des prêteurs croîtra-t-elle en proportion de l'affoiblissement de tous les motifs qui l'ont fondée jusqu'en 1780.

Je vous prie de m'expliquer ce problème. Il est sûrement plus d'un Banquier que d'un homme de finances, & par conséquent plus à portée de votre génie.

Une raison que vous donnez de la division en trois Compagnies, est de *prévenir à l'avenir les inconvéniens qui pourroient résulter, selon les temps & les circonstances, d'un Corps de finance trop puis-*  
*sant*

*sant*,..... Un Corps de finance trop puissant ! J'ai beau me creuser la tête , je n'apperçois point l'inconvénient de la puissance d'un Corps dont toute la fortune est perpétuellement dans vos mains.

Rappelons les faits :

D'abord. . . . . 1560000 l. à chacun.

Ensuite. . . . . 20 millions d'emprunt.

Puis. . . . . 18 millions de crédit.

Mais, M., s'il y a des inconvéniens à redouter, ce n'est que pour la Ferme générale & pour les prêteurs. Je n'y vois que cela.

Pour moi , si j'eusse laissé subsister les droits de la Ferme générale ; j'aurois fait tout à rebours de vous. Je n'aurois donc point divisé , j'aurois tout réuni ; par-là j'aurois tout simplifié. Comme dans les soixante Fermiers généraux, il y en avoit vingt-quatre qui n'étoient bons qu'à émarger , je leur aurois donné congé. J'aurois toujours composé ma Compagnie de soixante , en y réunissant la partie des Domaines & Bois ; alors j'aurois attiré à la Ferme générale les six meilleurs Receveurs généraux supprimés , & deux Régisseurs. J'aurois joint à la partie des Aides toutes les Régies analogues. J'aurois pris les Nouette, les le Noir & autres bons Régisseurs , & dans les Adjoints que j'aurois supprimés , j'aurois distingué & conservé les intelligens. Ainsi je me serois fait un corps de soixante personnes de choix , avec qui j'aurois pu faire toutes les réformes , toutes les simplifications , toutes les économies de perceptions qui auroient été justes & possibles : j'aurois cherché à ôter en impôts ce que j'aurois gagné en frais de Régie : j'aurois travaillé de concert & pour le profit commun les parties vicieuses de la Ga-

(b iv).

belle,



belle , du Tabac , des Contrôles : plus il y auroit eu de réunion & d'aide , plus j'aurois trouvé de facilité ; il me semble que j'aurois atteint le but si désiré , la diminution de la charge publique & l'augmentation du revenu de l'Etat : & ç'auroit été vraiment *faire sortir du milieu de la guerre la constitution qu'on eût dû choisir à la paix*. Alors le crédit auroit été plein & entier : les prêteurs auroient eu leurs mêmes gages ; car vous ne pouvez trop vous mettre dans la tête , que le Public prêtera encore plutôt à des Fermiers généraux stables & connus , qu'à des Régisseurs incertains & nouvellement institués.

Alors un grand bien public auroit continué : les Aides & les Domaines seroient restés sous l'inspection de la Ferme générale. Croyez-moi , Monsieur , ils en ont grand besoin : l'ancien esprit des Sous-Fermiers des Aides n'est pas encore éteint , ils sont aussi entendus que ceux des Domaines ; ce n'est pas peu dire. On sçait combien les Sous-Fermiers ont fait de faux nobles , & avec quel art ils étoient associés aux arrières-sous-baux qu'ils passaient à leurs prête-noms ou à leurs parens , & le tout avec autant de désintéressement que la méchanceté prétend que vous en mettez à l'administration des Finances : leurs Maisons aussi ne s'en trouveront pas mal.

Ce n'étoit pas le cas de parler de désintéressement dans votre Arrêt , ni de la remise du *pot-de-vin* ; car c'est vous donner de l'encensoir par le nez sur un article qui ne pouvoit jamais vous concerner.

Moi , j'avois droit de le prendre : j'étois Contrôleur-Général , & vous n'y avez aucun titre. Encore une fois , votre berceau s'oppose à aucune  
en-

entrée dans les Charges de l'Etat, & par conséquent dans le Ministère; & puis il faut se rendre justice: il y a des choses sur lesquelles tout le monde est d'accord; la Maîtresse d'Ecole de mon Village ne peut pas prétendre à être Dame du Palais, aux honneurs du Louvre, ce seroit digne des Petites-Maisons. D'ailleurs, comment n'avez-vous pas vu qu'il y avoit dans cette affiche de désintéressement, une mal-adresse qui n'est pas d'un homme d'esprit? Car 10. vous donnez lieu à tous ceux qui vous connoissent peu, de demander si M. Necker, est donc si opulent, puisqu'il fait de tels sacrifices, & ceux qui vous connoissent, qui ont suivi la filière de votre fortune, répondent malignement que, sorti de Geneve avec rien, vous avez commencé par être Commis d'un Banquier; que, trouvant le métier excellent, vous avez vous-même élevé une Banque en 1765: que pour y parvenir, vous aviez osé à la Paix spéculer sur le jeu dans les fonds d'Angleterre: que pour jouer *bonnêtement* à coup sûr, vous fûtes proposer à deux principaux Commis des Affaires Etrangères à Versailles, de vous donner avis à temps, de la conclusion du Traité; qu'en conséquence vous leur promîtes généreusement un *tiers* dans les bénéfices: que la proposition fut acceptée: que vous jouâtes: que vous fîtes un gain immense: que vous eûtes plus de 1800000 livres; mais que sous divers prétextes, plus perfides les uns que les autres, vous vous êtes dispensé *jusqu'à ce jour* de tenir votre parole & de partager le bénéfice: que telle est la source de votre haine contre un de ces Commis devenu important: que ces 1800000 l. *loyalement* gagnés & conservés, vous les avez

accrus avec la même délicatesse : que des circonstances favorables vous ayant approché de l'Abbé Terray, par le canal de ce grand Faiseur, vous avez fait avec le Roi le petit agiotage de Banque ou d'honnête ufure, prenant des effets qui perdoient sur la place, pour les rendre avec avantage au Trésor Royal; (1) que par ce moyen vous

(1) On prétend que c'étoit M. Hamelin, Commis de M. de Boullongne ayant le détail du Trésor Royal qui vous instruisoit vous, Banquier Necker, des différens effets qui devoient gagner par les opérations du Ministère. De là sans doute cette union inséparable & toujours croissant entre vous deux. C'est une étoile singulière que celle de ce M. Hamelin. Il est simple Clerc de Me. Bessonet, Notaire. La caisse de ce dernier est volée. Il fait banqueroute & M. Hamelin commence sa fortune.

Ensuite il s'attache à M. de Boullongne, qui se ruine; & lui avec l'aide de l'agiotage devient prodigieusement riche.

Il passe à d'autres Contrôleurs généraux; il s'intéresse dans les Régies, il y est juge & partie; il devient millionnaire; & c'est aujourd'hui un très-honête homme, un homme *désintéressé* comme son maître. C'est votre bras droit. Vous aviez poussé la tendresse jusqu'à lui donner les parties casuelles, le patrimoine ancien des Membres distingués du Conseil; mais son ignorance & le cri public vous ont forcé de révoquer votre don pour le transmettre à un autre Commis son ami, au Sieur Melin; c'est toujours la Comédie des *Valets devenus Maîtres*, & l'exécution de votre plan de gouvernement en banque, où vous regnerez seul sur des Commis à vos gages, dont vous n'aurez rien à craindre. Un Dailly à la place de M. d'Ormesson: Hamelin à celle de M. de Boullongne: Melin au lieu de MM. Boutin, Dufour, Amelot! bientôt l'envieux Chamblin remplacera MM. de Trudaine & de Coite, en même temps que Martin-Bois le Comte, M. de Forges! Le Comité de ces hono-



avez gagné en six ou sept ans cent mille écus de rente, dont vous n'auriez jamais eu la dixième partie avec toute l'horlogerie de Genève, & quand même votre Moitié auroit *écolé* tous les enfans de la République. Première mal-adresse qui rend ridicule votre satire sur l'opulence excessive des Financiers. Une seconde, c'est que vous faites soupçonner que ce que vous abandonnez d'une main, vous le reprenez de l'autre, en faisant travailler avec le Trésor Royal votre Compagnie de Banque. Car n' imaginez pas qu'on soit dupe de cette petite ruse qui vous a fait renverser le Comptoir patent des *Germani*, &c. ni de la mince politique qui a porté vos amis & associés, *Girardot & Haller*, à se faire rayer cette année de la liste des Banquiers dans l'Almanach Royal; on n'y a vu qu'une sotte vanité qui méconnoît sa mère nourrice, une tournure pour se soustraire aux regards, & un dédain simulé de profits qu'on sçaura bien ne pas laisser échapper. Pour moi, si j'avois été assez heureux pour être Banquier & beau-frère de Banquier, & que le hasard ou l'intrigue m'eût ensuite porté au timon des Finances, non seulement j'aurois acquis des immeubles que l'on pût voir & *saisir* au besoin: & j'aurois cessé toute société avec mon beau-frère; mais je n'aurois pas même voulu employer sa maison dans aucune affaire qui eût le moindre trait à la Finance, de peur qu'on ne me soupçonnât de partager les profits, quand on verroit cette Maison gagner, par ses

honorables Messieurs sera le Conseil des Finances. Quelle dignité! ah! que la vérité alors parviendra facilement & purement au Trône!

ses relations avec le fisc, plus de quatre millions par an. Il est facile, avec un tel *désintéressement*, de se passer des appointemens nécessaires pour soutenir la dignité de son état: c'est toujours quelque chose de ne pas tirer d'un sac deux moutures. Croyez que cette observation n'a pas échappé aux Banquiers vos rivaux: elle n'échappera pas davantage à toutes les Cours auxquelles par une forme toute nouvelle, vous adressez le Bail des Fermes avec *Lettre-de-cachet*; injonction d'enregistrer sans modification; défenses de recevoir aucune épices, aucuns droits de Greffe, quoiqu'ils fassent partie des finances payées, des droits acquis ou pris à ferme: on peut être généreux de son bien, sur-tout quand on a une Maison de Banque qui anarrhe toutes les affaires de l'Europe ( 1 ): mais du bien des autres, il est injuste d'en disposer sans rembourser, sans indemniser. J'en reviens à conclure que votre article désintéressé sur le pot-de-vin & les étrennes, &c. n'est qu'une parade & une charlatarenie insultantes. Un ton simple & modeste vous auroit mieux convenu. Le grand homme, l'homme honnête ne parle jamais en bien de lui, ni en mal des autres: c'est le partage des Parvenus & des Sots de se préférer au reste du monde.

Je ne me permets ce conseil que parce que vous affectez un mépris trop public des Fermiers généraux & de leurs familles. Vos propos, ceux de votre femme leur sont revenus: on les supporte ces propos dans la bouche des grands Seigneurs,

( 1 ) Le secret des Finances lui est toujours révélé d'avance: & on sçait le profit qu'elle en tire en Europe.

neurs, quoique déplacés ; mais, comparaison faite de votre famille & de celle du dernier des Fermiers généraux, les Bourgeois de Paris vaudront toujours bien les Horlogers & les Maîtresses d'Ecole de Geneve.

Pourquoi de la part de votre femme cette démangeaison de critiquer, de calomnier Madame de la Reyniere, dont elle se seroit trouvée très-honorée ; en arrivant à Paris, d'être la Dame de compagnie ? Elle y auroit vu la bonne, l'honnête Compagnie ? elle y auroit appris le bon ton & le bon goût ; on n'y a jamais tenu d'autre école, & au contraire la jalousie avec laquelle elle la regarde & elle en parle, fait croire au Public que le sort actuel de M. de la Reyniere est un sacrifice que vous avez fait à l'amour propre déplacé de Madame Necker.

Si les petites passions se décèlent ainsi dans vos opérations, bientôt votre grandeur disparaîtra.

En voici assez sur la Ferme : passons à la Recette générale ; elle fait beaucoup plus de sensation que la décomposition de la Ferme, parce que dans l'une, c'est destruction totale ; & dans l'autre ce n'est qu'une réduction tombée sur des Individus peu connus, qui ne tenoient à rien : dans la destruction des Recettes se trouvent au contraire presque tous Gens de bonne renommée, qui tiennent aux meilleures familles de Paris.

J'eus aussi l'idée de cette suppression quand je parvins au Contrôle : mais en réfléchissant sur l'institution de la Compagnie & sur les abus qui s'y sont glissés, je vis qu'en les corrigeant je pouvois me servir utilement de sa forme pour le maintien du credit du Roi.

Les Receveurs Généraux ont été créés pour inspecter



inspecter les Receveurs des Tailles & leur manie-  
 ment: on leur fit payer une finance qui avoit  
 pour but, non-seulement le besoin de l'Etat,  
 mais la sûreté de l'Etat; parce que l'Admini-  
 stration ne voulant avec raison & sagesse, cou-  
 rir en aucun cas, aucun risque, elle rendit les  
 Receveurs Généraux cautions des Receveurs des  
 Tailles qui leur étoient subordonnés: il étoit donc  
 juste d'attribuer des gages & des taxations à ces  
 Offices, relativement au travail de la comptabili-  
 té, aux risques des Titulaires, & à l'immensité  
 de la finance: ainsi une Charge de 600000 livres  
 n'avoit certes pas trop, qu'une attribution de cinq  
 pour cent d'intérêts de finance & environ autant  
 de taxations; jusques-là l'institution est utile &  
 sensée: voici l'abus. Les Receveurs Généraux  
 des Finances faisoient des Traités avec les Mini-  
 stres pour rendre en vingt-deux mois au Trésor  
 Royal les impositions de leurs Généralités ils fai-  
 soient ensuite des sous-Traités avec les Receveurs  
 des Tailles leurs subordonnés. Qu'en résul-  
 toit-il? Les Peuples étoient horriblement vexés par la ren-  
 trée plus active de leurs impositions; & les Rece-  
 veurs Généraux avoient dans leurs caisses pendant  
 cinq ou six mois l'argent du Roi dont ils tiroient  
 de gros intérêts; car ils sçavoient faire valoir leurs  
 fonds aussi-bien que vos Banquiers.

L'Abbé Terray ayant rapproché les Traités qui  
 se faisoient avec les Receveurs Généraux de ceux  
 que ces derniers faisoient avec les Receveurs des  
 Tailles, il pouvoit encore exister des abus en ce  
 genre, mais ils étoient moins considérables, & il  
 est évident qu'il étoit possible par un nouveau  
 rapprochement de les supprimer entièrement.

Cette

Cette Compagnie étoit donc avantageuse au crédit & à la sûreté de l'Etat: la preuve en est que vous-même avez tiré sur elle, en rescriptions & anticipations jusqu'en Mars 1781, ce qui fait plus de 130 millions; & soit dit en passant, si comme vous l'attestez dans votre Arrêt des Fermes, "vous", vous êtes *constamment* ménagé au Trésor Royal, une réserve en argent & une somme d'effets, négociables à chaque instant, "c'est la plus mauvaise opération de banque que de tirer à un an; c'est l'annonce du discrédit; cela montre la corde: si vous vous étiez contenté de votre premier projet de dédoublement, comme j'ai fait des Receveurs des Tailles, sur-tout en ne dédoublant, que vacance advenant, il y avoit d'abord de l'équité: ensuite il étoit possible que le crédit du Corps ne fût point altéré: mais vous partez avec boutade, parce que l'on vous a opposé les Princes Apanagers qui ont prétendu que le Roi n'avoit point de droit de supprimer les Receveurs Généraux des Finances dans l'étendue de leur Apanage; il falloit leur représenter avec respect qu'il n'en étoit point des Recettes générales des Finances comme de celles des Domaines & Bois; que ces dernières étoient attachées aux droits de la Seigneurie, tandis que les premières le sont aux droits de la Souveraineté: ils se seroient rendus à vos représentations comme ils se sont rendus aux miennes. J'insérerai dans la Déclaration au Parlement, que c'étoit du *consentement* des Princes: peut-être n'aurois-je pas dû le faire. Qu'auroient pu exiger de vous les Princes? Tout au plus le même compliment dans votre Edit; mais au contraire, arrêté sur une partie, vous allez comme

un fol faire signer au Roi la suppression de la totalité de la Compagnie (1).

Voilà donc quarante-huit familles anéanties, sans compter la multitude immense de sous ordres à qui vous, Etranger, vous enlevez l'existence. Le Roi retirera-t-il de votre cruauté un avantage réel ? Il faut rembourser : vous remettiez cela, il est vrai, après l'apurement des comptes (2) : mais c'est un prétexte malhonnête dont personne n'est dupe : le mot est que vous n'avez pas d'argent ; que plus vous supprimerez, moins vous en aurez, & qu'après avoir tout supprimé à tort & à travers, vous ferez nécessairement banqueroute à tout.

Si les Receveurs Généraux ont satisfait la partie du Trésor Royal, vous n'avez aucun risque à leur rembourser dès ce moment les deux tiers de leur finance.

Si dans cet état un Receveur Général se constituoit reliquataire à sa caisse, à la concurrence de cette finance de son Office : si tous prenoient ce parti, déjà vous voyez que votre *latitude* seroit tout d'un coup rétrécie d'environ 24 millions. Et en bonne foi que faire en ce cas ? Que dire à des gens à qui vous avez durement enlevé l'état, qui n'ont rien à attendre de vous ni du Gouvernement ? Ils vous répondroient. De quoi vous plaignez-vous ? Vous me devez 65000 liv. pour la

finan-

(1) Si cette suppression étoit le mieux, pourquoi proposer d'abord le simple dédoublement ? rendre le Roi le jouet de vos incertitudes ? C'est au moins se rendre coupable d'humeur ou d'ignorance... &c.

(2) Les Payeurs des Rentes, & plusieurs Receveurs Généraux des Domaines & Bois ont *apuré* : & vous ne les remboursez pas....



finance de mon Office, & je vous dois pareille somme de reliquat de mes comptes: partant quitte. Rien n'est si clair & si juste.

Ce n'est pas tout : à ces 24 millions il faut que vous ajoutiez le montant des 130 millions de rescriptions que vous devez au Public (1). Prétendez-vous avoir le même crédit des Régisseurs, Administrateurs, Inspecteurs, Receveurs, tels que vous les baptisez, au nombre de 12, au-lieu des 48 ? C'est impossible : ne seront-ils plus cautions des Receveurs des Tailles ? alors c'est vraiment la sagesse de l'institution primitive, & la sûreté du Trésor-Royal que vous avez supprimée.

Seront-ils cautions des Receveurs des Tailles ? il n'y auroit pas d'expression pour caractériser votre opération : 12 Régisseurs à un million de finances pour cautionner, comme 48 faisoient, tous les Receveurs des Tailles de tout le Royaume ! Qui osera leur prêter des fonds (2) ? Quel est l'Etre réfléchissant, le porteur de Rescriptions, tant soit peu sensé, qui ne s'empresse de demander son paiement à l'échéance ? Quel est celui qui ne voit pas qu'en suivant vos plans, sous deux ans il n'y aura plus un seul de ces douze nouveaux Receveurs, parce que chaque Administration Provinciale voudra avoir son Trésorier ? Tel est donc en dernière analyse le vrai résultat de votre opération : une destruction: rien de plus.

Je suis tenté de croire que vous avez donné dans un piège que l'on vous a tendu; prenez garde à ce qui vous environne... Je

(1) Votre Edit en *cautionne* le remboursement : mais qui garantit votre cautionnement ?

(2) Quel sera le privilège du prêteur, sur douze Receveurs cautions envers le Roi de peut-être trois cens cinquante Receveurs des Tailles, douze Receveurs purs simulacres ou mannequins ?

(C)

Je ne vous dis plus qu'un mot: prenez garde sur-tout à votre M. *Claude* ( 1 ) ; il fait l'impertinent pour faire sa cour au cercle, & il vous nuit: on ne rencontre ici que des gens dont il faut craindre l'ingratitude & la fausseté. On riroit bien s'il avoit pour vous la même honnêteté que vous avez eue pour M. Taboureau. Il est tout aussi à portée que vous l'étiez de connoître votre foible, & de saisir les à propos. C'est dans sa maison une science héréditaire de sçavoir ouvrir & fermer les portes. Si vous l'ignoriez, Monsieur, & si cet avis & mes observations vous deviennent de quelque utilité, je me ferai un plaisir de renouveler, dans mes momens perdus, cette occupation flatteuse, dès qu'elle vous seroit agréable.

Je vous ferai passer mes Notes sur votre monopole des Bleds, quand j'aurai vos derniers ordres en *Languedoc*; & sur votre Règlement de la Maison du Roi, dès qu'il paroîtra; mais je crains pour vous, & j'espere pour l'Etat que je vous les adresserai aux *Petites-Maisons*. Ce 22 Avril 1780.

#### TABLEAU COMPARATIF.

( 1 ) M. *Valdec*, anagramme de *Claude*, qui est le nom propre du Grand-pere de M. *Valdec de Lessart*, jadis Portier dans Paris, & peut-être de quelque Fermier Général. On le jugeroit aisément à sa figure basse & fausse, à son caractère intrigant & dangereux, à ses goûts pour....

Et c'est ce Membre méprisable du Conseil, ce petit Claude qui vous a forcé la main à vous-même, & à toute la Ferme pour faire l'un des quarante Fermiers Généraux, un homme dont le nom seul inspire le dégoût, parce qu'on connoît son ministère: tandis que sous le nom de son fils qui n'a que 17 ans, il gere en Province une Recette de six à sept millions par an. Cependant votre Règlement supprime les *Croupes* & les *Adjoints*, & il veut qu'une même personne ne puisse être à la fois dans l'une des trois Compagnies & dans quelque autre place importante de Finance.

**SUR**  
**L'ADMINISTRATION**  
**DE M. NECKER**  
**PAR UN CITOTEN FRANÇOIS**



SUR

L'ADMINISTRATION

DE M. MECKER

PAR UN CITOYEN FRANÇOIS

S U R  
**L'ADMINISTRATION**  
**DE M. NECKER,**  
**PAR UN CITOYEN FRANÇOIS.**

**D**EPUIS trois ans la Nation croyoit devoir admirer l'administration de M. Necker.

Mais depuis un mois l'agitation a gagné les esprits. Les Pamphlets paroissent, & le discrédit s'accroît. Comment en si peu de temps le même homme a-t-il pu faire naître tant de contrastes.

Il paroît que c'est sa dernière opération sur les Receveurs-Généraux qui y donne lieu : que présente-t elle de révoltant ? Et si elle n'est pas aussi avantageuse que M. Necker a pu & dû l'imaginer, pourquoi élève-t-elle subitement un nuage sur la totalité de ses opérations précédentes, & tant d'inquiétudes sur ses projets à venir.

Qu'est-ce que M. Necker ?

Quelles sont ses opérations ?

Que peut-on craindre ou espérer de son Administration ?

C'est par l'examen réfléchi & modéré de ces trois points que l'on doit se décider sur l'Administrateur.

La Brochure, qui a été distribuée, a manqué son but, en joignant la personnalité à la discussion : les sarcasmes ne furent jamais le langage de la

raison: ils dépriment une bonne cause, au lieu de la servir.

Ce seroit un autre excès de rejeter tout ce qu'il y a de bon , à cause des défauts & de l'indécence de la forme : on y trouve des choses si parfaitement vues , qu'il est impossible de se refuser à leur évidence.

Si je suis assez heureux pour exécuter le plan que je me propose , on ne pourra pas me reprocher l'esprit de faction, le ton injurieux, l'envie de nuire. Je n'ai que les sentimens d'un Citoyen François: je veux en avoir encore les procédés.

M. Necker ne peut me faire un crime de mon travail. Pourquoi n'auroit il pas pour les autres les égards que l'on a eus pour lui, & qu'il a réclamés?

En 1775 , lui Étranger , sans qualité , crut devoir éclairer le Ministère & la Nation sur le système de la liberté absolue du commerce des Grains. Ecrivant alors contre les principes du Gouvernement , il auroit eu raison de se plaindre du Ministre le plus enthousiaste de la liberté , si le pouvoir lui eût fait éprouver les rigueurs de la prohibition. Aussi son Censeur jugea que l'Auteur „ s'étant restreint dans les bornes d'une simple discussion , sans personnalité ni déclamation , „ & que *la vérité lui paroissant ne pouvoir qu'y gagner.....* l'impression de l'Ouvrage ne pouvoit „ être qu'utile ”.

Les Citoyens applaudirent , & le Gouvernement recueillit les fruits avantageux de sa tolérance.

J'écris sous les mêmes auspices. Je ne serois aucune difficulté de me nommer, si je ne craignois que



que l'on m'accusât de la sotte vanité de prétendre à un Ministère quelconque.

Qu'est-ce que M. Necker ?

La voix publique répond, que M. Necker est un homme que son esprit a élevé au-dessus de sa classe, & que ses talens destinoient à une autre profession qu'à celle de la Banque.

Mais l'esprit de calcul & les connoissances les plus sublimes de la Banque suffisent-ils pour être Administrateur d'un Empire ?

La constitution de la France est entièrement opposée à celle d'une République. Son esprit, ses formes, sa magistrature, sa législation d'impôt sont absolument différens. Les ressources utiles à Genève seroient trop dangereuses pour nous. Ce qui sauveroit un territoire, ruineroit un Royaume.

D'ailleurs on ne peut se dissimuler que M. Necker, qui a bien voulu adopter la France, ne s'étoit occupé jusques-là que d'objets de spéculation de Commerce. Arrivé au milieu de nous avec l'ignorance absolue & inévitable de nos mœurs, de nos coutumes, de nos préjugés, de nos loix, de nos formes, ils ne trouva d'exercice à son génie que dans la Banque. Il y porta tout-à-la-fois l'esprit de calcul, & le désir bien légitime d'y faire fortune.

C'est là qu'il prit son essor ; & les circonstances le servirent.

Le gain des 1800,000 liv. à la Paix, en seroit un premier effet. On ne pourroit y trouver de tache que dans le refus de partager ce bénéfice, si cette circonstance étoit prouvée. Mais, quoique MM. de S. F. F. & le P. Laver. . . l'attestent, ce

n'est pas encore une preuve suffisante pour une imputation de ce genre.

Quoi qu'il en soit, l'administration de l'Abbé Terray paroît avoir été l'époque du développement des talens de M. Necker pour les hautes spéculations. Il négocia des viremens & des emprunts. Il en traita: il y fit en très-peu de temps de grands & de faciles profits.

Qu'à ce moyen, en six ou sept ans, en travaillant simplement en sous ordre avec le Gouvernement, il se soit assuré un capital d'environ six millions, on n'en doit conclure qu'en faveur de son bonheur. On ne peut pas même blâmer la rapidité d'une telle fortune; mais il est impossible de ne pas convenir que M. Necker en a moins de droit qu'un autre à critiquer la prétendue opulence des gens de Finance.

On ne peut guere ensuite imaginer que ce soit le desir d'accroître cette fortune, qui l'ait porté à rechercher l'administration des Finances. S'il y a mis tant d'ardeur, qu'il ait tout sacrifié à M. de Pezai pour y parvenir, & qu'il ait même cru devoir donner au Roi comme *cautionnement* une somme de deux millions; l'espoir de satisfaire son activité, & de s'immortaliser peut avoir été son aiguillon: car il est difficile de lui attribuer les sentimens & le zèle de l'amour de la Patrie; il n'est point né François; il n'a point acquis d'immeubles en France.

D'un autre côté il a refusé tous appointemens: & c'est un acte remarquable de désintéressement. Il est même si extraordinaire de la part d'un Particulier, étranger, vis-à-vis d'un Roi de France, que

que l'on ne doit point être surpris que la jalousie l'ait accusé d'orgueil, ou soupçonné de s'en dédommager en secret, en amalgamant les affaires de Finance avec la Banque de son frere & Compagnie.

Dans cet état, aspirer au maniement des Finances, le solliciter, l'acheter, être Gênois, avoir les mœurs, la religion, les préjugés de son pays; n'avoir été que Banquier jusques-là, annonce nécessairement un homme qui, dans le secret de son Cabinet, a acquis la théorie la plus profonde du Gouvernement, & qui possède des ressources jusqu'à présent inconnues.

Sans cela le choix de M. Necker pourroit entraîner les plus grands inconvéniens.

Mais on ne voit point que ses occupations primitives, ses connoissances préliminaires, ses habitudes antérieures l'eussent préparé à l'Administration: il a la modestie d'en convenir lui-même.

Il est vrai qu'il avoit publié un *Eloge de Colbert*, & un Ouvrage sur la *Législation*, & sur le *Commerce des Grains*.

Le premier est marqué au coin de l'homme d'esprit. C'est le *pendant* de l'*Eloge de Sully*, dont tout le monde connoît l'éloquent Auteur.

L'Ouvrage sur les Grains renferme des vues: mais la réponse qu'on y a faite sous le titre d'*Eclaircissmens demandés à M. Necker*, y révèle un esprit de système, & des principes trop dangereux & trop ennemis des nôtres, sur les *Propriétaires* & sur la *Propriété*.

Ces travaux sont encore bien loin de ceux de l'homme d'Etat, de l'Administrateur d'un Royaume



me immense qui à plus de millions d'habitans que Geneve n'en a de mille; d'un Royaume dont les *propriétés* sont la base & la richesse essentielles.

M. Necker auroit pu être un Ministre excellent des Finances de la République. Les individus n'y forment qu'une famille dont une Banque peut établir la fortune. N'ayant point de domaine, elle n'a point de *propriétés*.

Au surplus, est-ce l'intrigue, est-ce le mérite qui ont porté M. Necker à l'administration des Finances de la France? Etoit-il Banquier, Magistrat, Bourgeois, Peu importe: ce sont ses opérations qui doivent le faire juger.

Sont-elles bonnes? On est trop heureux d'avoir recueilli leur Auteur, de quelque pays & de quelle classe qu'il soit: & on ne peut trop se féliciter d'avoir trouvé, pour se l'attacher, un titre & une dénomination propres à concilier les obstacles qui sembloient s'opposer à son élévation.

Il faut pourtant convenir qu'il y a des inconvéniens qui y sont attachés.

M. Necker ne pouvant être Contrôleur-Général ne peut figurer en chef nulle part. Il ne sera jamais possible aux Cours de le reconnoître. Il ne doit être que le sous-ordre de M. de Maurepas, Président du Conseil des Finances, & leur vrai Ministre. Ainsi, ayant moins de droits que tous ses prédécesseurs, il doit pouvoir moins dans tous les Départemens, puisqu'il n'est l'égal d'aucun Ministre.

*De la suppression des Intendans des  
Finances.*

Le même jour vit l'élévation de M. Necker à la place de Directeur-Général, & la destruction totale des Intendans des Finances.

Un événement aussi imprévu annonçoit à la France un nouvel ordre de choses, un nouveau plan d'Administration; & il supposoit dans M. Necker un génie supérieur, doué des plus sublimes connoissances, pour qui le Régime ancien n'étoit qu'un tissu d'erreurs, de préjugés & de formes compliquées & abusives.

Les Intendans des Finances existoient depuis près de deux siècles. Ils avoient été créés pour être les Conseils permanens, les coopérateurs des Sur-Intendans & des Contrôleurs-Généraux. C'étoit moins l'apanage que la récompense de la haute Robe, & des Membres du Conseil les plus distingués.

La Nation parut sçavoir gré à M. Necker de cette destruction, parce qu'elle espéroit qu'il en naîtroit un très-grand bien. Elle croyoit voir déjà la suppression des Aides & des Gabelles, des Traités dans l'intérieur, des Contrôles dans tout le Royaume, & de tant d'autres droits si accablans pour elle, & si dispendieux pour le Roi.

Voilà trois années écoulées; le Bail des Fermes renouvelé; les mêmes droits sans aucune exception, subsistent: l'impôt du Sel, sur-tout, existe sous la même forme. M. Necker, il est vrai, en a changé la dénomination. Ce ne sont plus les gran-

grandes & les petites Gabelles: c'est le Sel de l'Océan, & le Sel de la Méditerranée.

La Nation ne peut-elle pas demander aujourd'hui : Quel a donc été le but de M. Necker, en supprimant six places affectées depuis tant de temps à la Magistrature?

Et c'est à cette occasion que les ennemis de la gloire de M. Necker prétendent qu'en 1777. Directeur du Trésor Royal sous M. Taboureau, il étoit lié par tous ses rapports avec les Commis des Bureaux: Que rempli de l'espoir de succéder à son Ministre, & occupé des moyens de suffire à une administration dont il n'avoit aucune notion, il apperçut avec effroi le voisinage & la rivalité des Intendans des Finances, en même temps que sa propre inhabilité: Qu'il crut alors devoir s'abandonner à ces Commis de qui sa Place, son travail, tout en un mot le rapprochoit: Qu'eux saisi-  
rent avec avidité cette heureuse occasion de satisfaire tout ensemble leur intérêt & leur amour-propre: Qu'ils lui firent envisager & goûter la suppression de leurs Maîtres, comme le seul moyen de bien établir son indépendance, & l'exemption de toute contradiction inquiétante: Que ces mêmes Commis & sous-ordres, disposés naturellement à se préférer à tout, & à se croire les Architectes de l'Etat, parce qu'ils en sont les Manœuvres, s'offrirent pour remplacement, en faisant valoir leurs connoissances & leur dévouement: Qu'ils peignirent au contraire les Intendans des Finances, disposés à contredire sans cesse M. Necker, à relever ses fautes, ses erreurs, à l'humilier, à le perdre: Qu'enfin ils exagérèrent l'économie considérable pour chaque année.

La



La haine a pu supposer la meilleure partie de ces choses. L'homme sage & impartial ne trouve que le dernier motif capable d'avoir frappé M. Necker.

Cependant, en le supposant, est-ce une économie véritable, de supprimer les Places des Amelot, des Chauvelin, des Fourquaux, des Ormeson, des Trudaine, des Courteille, &c.) dont la naissance, la fortune, l'éducation, les liaisons avec la Magistrature & la Cour garantissoient la pureté des sentimens & de l'exercice ?

Est-ce une économie digne de la majesté du Trône de substituer à des Magistrats, des Commis, qui d'ailleurs si M. Necker est inhabile dans notre administration, doivent dominer sa personne & devenir les maîtres absolus de ses opérations ?

Est-ce une économie décente dans un Etat monarchique de mépriser les égards pour les rangs, au point de réduire les Commandans dans les Provinces, les Gens de la plus haute qualité, les Intendans, les Citoyens de tous les Ordres, accoutumés à ne traiter qu'avec des Magistrats, à la nécessité de faire désormais *anti-chambre* chez des Commis à leurs audiences *publiques*, ou à qui il faut en demander de particulières pour être admis à les voir & à leur parler ?

Est-ce une économie d'établir des Commis, Ordonnateurs & Maîtres dans tous les Traités, toutes les Régies, de disposer à leur gré des Places, d'arranger des croupes, d'avoir des prête-noms, de recevoir des pots-de-vin, &c. &c ?

Est-ce une économie enfin, d'enlever à la Magistrature six Places destinées à sa récompense, qui ne coûtoient certainement pas cent mille écus  
de

de plus que le régime des Commis, quand ces Magistrats, à tous égards au-dessus de tout soupçon, traitoient d'objets de plus de 300 millions ?

Ce seroit une économie à Genève : jamais dans un Royaume comme la France.

Un si minutieux profit peut encore convenir à un Banquier : mais est-il digne d'un Ministre de France ?

Il ne voit d'économie, que où il voit sûreté dans les personnes, lumières dans le travail, honnêteté dans l'exercice.

*De la destruction des Receveurs-Généraux des Domaines & Bois ; de leurs Contrôleurs ; des Receveurs des Amendes ; des Receveurs particuliers des Maîtrises ; des Gardes-Généraux & Collecteurs.*

Les Offices de Receveurs-Généraux des Domaines & Bois avoient une création très-ancienne, puisqu'elle remonte au-delà de 1320. La dénomination avoit changé, mais les titres d'Offices avoient toujours été conservés.

Pendant cinq siècles il n'étoit venu à l'esprit d'aucun Administrateur, sur-Intendant ou Contrôleur-Général, qu'il pût être plus avantageux de supprimer ces Offices & d'y substituer une Régie.

Si l'idée neuve de M. Necker n'a point d'inconvéniens, l'Etat lui aura des obligations.

Il existoit dans l'Administration des Receveurs-Généraux des Domaines & Bois deux vices importants.

La comptabilité étoit mauvaise ; ces Officiers

recevoient & gardoient plus de fonds que leur finance ne comportoit; & dépositaires de l'argent du Roi pendant six mois au moins, ils pouvoient le faire valoir à leur profit & en exposer la sûreté.

De plus, comme en 1727 on les avoit créés par Généralités, les Offices des Généralités où il se trouve peu de Bois & de Domaines étant médiocres pour la finance, le travail & le revenu n'étoient par conséquent possédés que par des gens peu considérables & complètement inhabiles.

La destruction totale étoit-elle le seul remède que M. Necker pût opposer à ces deux vices? La Régie étoit sans doute un moyen propre à établir l'uniformité. Mais avec des vues d'ordre, étoit-il sage de se livrer aveuglément & exclusivement aux conseils & à la direction de Commis, sans aucune élévation, sans vraies lumières, & qui n'ont pour instinct que l'intérêt personnel? Toute nouvelle gestion les flatte, parce qu'ils y fondent l'espérance de s'y intéresser en secret, d'y faire entrer leurs parens, leurs amis, leurs protégés.

Aussi, si je ne blâmois les personnalités, je pourrois nommer ceux qui ont eu l'art de se procurer de cette manière des intérêts dans la Régie des Poudres, dans celle des Droits réservés, dans les Régies démembrées des Fermes Générales, dans les Fermes Générales elles-mêmes, tandis que M. Necker paroît avoir eu le courage de supprimer jusqu'aux croupes accordées à la bienfaisance de la Famille Royale.

Il est permis de croire que M. Necker auroit prévenu ces désordres, s'il avoit consulté des Magistrats éclairés du Conseil; ils lui auroient sûrement



ment représenté avec autant de désintéressement que de vérité , le danger de donner à des Régisseurs la garde & la surveillance du Domaine du Roi , & combien il est fâcheux de donner lieu d'affoiblir dans le cœur des Vassaux & des Censitaires , par des recherches indiscrettes & des vexations , le desir de relever de la Couronne.

Les Officiers du Domaine regardoient leur ressort comme leur patrimoine , ou comme une terre qu'il falloit cultiver en bon pere de famille : les Réglemens avoient sagement pourvu à les assujettir au payement des frais des Instances dans lesquelles ils succomboient.

Dans la nouvelle Régie au contraire , les frais sont à la charge du Roi : les Régisseurs ne craindront donc point d'inquiéter les Vassaux du Domaine , puisqu'ils n'auront aucuns risques à courir dans les procès qu'ils pourront leur susciter.

Il paroît que M. Necker n'a point prévu cette objection , qui est réellement celle d'un Administrateur.

S'il n'avoit pas affecté d'écarter les Magistrats , ils lui auroient encore en cette occasion communiqué leurs vues : ils lui auroient peut-être conseillé , par exemple , de supprimer les Receveurs-Généraux créés par Généralités , & de les rétablir par Grandes-Maîtrises.

Cela auroit formé dix-huit ou dix-neuf Offices d'une valeur assez importante pour y placer des hommes riches & capables ; il les auroit soumis à une forme de comptabilité plus exacte ; à des assemblées fixes par semaine pour établir & maintenir l'uniformité ; il les auroit sur-tout assujettis au payement des frais dans les Instances où ils auroient

roient succombé : car c'est le vrai moyen de prévenir toute indue vexation : & en cette matière particulièrement, un Administrateur ne doit jamais perdre de vue qu'il est de son principal devoir de tout employer pour assurer la paix des Sujets du Roi, & faire de plus en plus chérir aux Censitaires l'avantage inestimable de préférer le Domaine à tout autre Seigneur.

Quel est donc le bien qui résultera de l'opération de M. Necker ? La Nation y gagnera-t-elle ? On voit qu'au contraire elle sera exposée à plus de vexations.

Le Trésor Royal y gagnera-t-il ? les Régisseurs disent hautement qu'ils coûtent 7 à 800000 livres de plus que les Offices ne coûtent.

En outre tous les droits casuels sur ces Offices sont anéantis : tous les remboursemens sont encore tous à acquitter.

M. Necker sur ce dernier article peut prétexter le défaut d'apurement des comptes ; mais les Contrôleurs-Généraux des Domaines & Bois, les Receveurs particuliers des Maîtrises, les Receveurs des Amendes, les Gardes-Généraux & les Collecteurs n'ont point de compte à apurer : sont-ils remboursés ?

Les Receveurs-Généraux eux-mêmes ont tous acquitté la partie du Trésor Royal ; ont-ils été consolés par le moindre à compte ?

Cependant M. Necker dans son Edit d'Août 1777, avoit fait donner au Roi une assurance bien digne de la Justice du Trône : „ Nous voulons que *les finances* de toutes ces Charges ainsi que les fonds d'avance des Intéressés dans la Régie actuelle, *soient remboursés en argent comptant* „.

( d )

L'opé-

L'opération de M. Necker bien analysée, n'est donc autre chose qu'un virement & une tournure pour se procurer quelque argent , en supprimant d'une part, avec promesse de rembourser, mais en ne remboursant en effet aucun des supprimés : & d'autre part , en exigeant de chacun d'eux transfigurés en Régisseurs, 450,000 livres, qui lui font peut-être une ressource momentanée de 10 millions.

Mais ce nouvel emprunt est une nouvelle dette; &, comme on l'a observé, il coûte à la Nation plus de 800,000 livres de rente au-delà de ce que coûtoit l'ancien Régime.

Eh ! n'est ce point là le motif secret qui a décidé M. Necker à faire en sorte de couvrir sa faute en détachant de la Ferme Générale les droits Domaniaux , pour les unir à sa Régie , & en faire paroître l'existence moins onéreuse. . . . ?

*De la suppression des Trésoriers, & de la réforme de la Maison du Roi.*

La suppression des Trésoriers étoit une opération prévue & arrangée quinze mois avant que M. Necker fût en place : la Nation lui auroit au moins tenu compte de son courage à la réaliser, si l'on ne sçavoit que M. Turgot alloit la consommer quand il sortit du Ministère.

Est-elle sage ou dangereuse ? La cessation d'abus qu'elle procure l'emporte-t-elle sur l'énormité de pouvoirs qu'elle réunit dans une même main ?

N'y avoit-il de moyens de réformer qu'en détruisant tout ?

L'in-



L'inconvénient de faire dépendre les Ministères importans de la Guerre, de la Marine, des Affaires Etrangères & l'activité comme le succès de leurs opérations, de la facilité plus ou moins grande de l'Administrateur des Finances, est-il suffisamment balancé par la sagesse, l'habileté, le caractère de M. Necker Banquier & Etranger? L'événement le justifiera.

Ce qui malheureusement est certain, c'est que Law, Banquier & Etranger, voulut en Décembre 1716, consommer le même plan de suppression des Trésoriers de la Guerre, de la Marine, de l'Extraordinaire des Guerres, de l'Artillerie, du Génie, des Maréchaussées, des Gratifications, des Lignes Suisses, de la Maison du Roi, de la Gendarmerie, des Menus, des Ecuries, &c. &c.

Cet état ne put durer que deux ans; & en Octobre 1718, un 1<sup>er</sup> Edit rétablit les Trésoriers des Lignes Suisses.

En Novembre suivant un second Edit rétablit les Maîtres de la Chambre aux Deniers.

En Décembre un troisième Edit rétablit les Trésoriers des Ponts & Chaussées; ceux de la Maison du Roi, de la Venerie & de la Prévôté, de la Marine & des Galeres.

En Février 1719, un quatrième Edit recréa les Trésoriers Généraux de la Maréchaussée.

En Août suivant, un cinquième Edit rétablit les Trésoriers des Menus & des Gratifications.

La suppression de 1716 avoit été faite " de „ l'avis des Princes, des Pairs & autres Grands „ & notables personnages du Royaume. „ Le rétablissement fut ordonné avec la même forme imposante.

La France oubliera difficilement cette époque.

Quant à la réforme de la Maison du Roi, on ne peut pas se dissimuler que la Brochure quelque punissable qu'elle soit, n'ait exposé à ce sujet deux solides observations.

L'une, qu'il étoit peu décent de comprendre la Maison de la Reine dans la suppression : l'engagement solennel conigné dans son Contrat de mariage, n'exigeoit-il pas tout à la fois les égards dûs à la Majesté comme à la foi publique ?

L'autre, que M. Necker auroit manqué à tout s'il avoit conçu le projet de réforme & la possibilité de son exécution sans le concours des Ordonnateurs ; c'est lui faire injure ; c'est supposer qu'il se permettroit de les regarder comme les ennemis déclarés du bien qu'il a l'intention de faire ; qu'il oserait se considérer comme supérieur à eux, lui qui ne doit être & qui n'est heureusement que le sous-ordre du seul Ministre des Finances, M. de Maurepas, Que feignant d'oublier que chaque Ordonnateur est Ministre dans son Département, il ne craindrait pas de substituer la confusion à l'ordre, en devenant par son fait & sans avoir même de titres d'égalité, le seul Ordonnateur dans tous les Ministères.

Loin de M. Necker & du zèle modeste qu'il annonce, des vues aussi téméraires & des moyens aussi peu convenables à leur fin.

Il faut cependant avouer que la réforme des abus est nécessaire dans beaucoup de parties : il ne s'agit que d'examiner, en Administrateur, si la destruction est une réforme ; si l'excès de la réforme est placé dans les circonstances où nous sommes : si la grandeur d'un Roi de France, n'au-

n'autorise pas autour de lui quelque luxe dans les dépenses : si le Trône François peut s'accommoder de l'économie parcimonieuse de Geneve : s'il est convenable que par une suppression étendue, le Palais d'un grand Monarque soit réduit au silence d'une triste solitude, & que les environs de son séjour soient tout-à-coup changés en déserts : S'il est décent d'oser en quelque sorte calculer le cœur du Roi, pour juger à quel degré sa bienfaisance naturelle seroit émue, quand désormais sur son passage, il ne rencontreroit que des infortunés, baignés de larmes, prosternés à ses pieds, le suppliant dans la plus extrême amertume, de leur donner du pain, & lui disant : „ SIRE, nous „ avons sacrifié notre fortune & celle de notre famille, „ mille, pour acquérir l'honneur de vous servir, „ & nous vous demandons l'aumône ! ”

Quel affreux intérieur M. Necker ne prépareroit-il pas à la Famille Royale !

Quel sombre nuage n'élève-t-il pas sur l'aurore d'une regne qui n'annonçoit que le bonheur ?...

Pourrions-nous être assez sages ou désintéressés, pour profiter des leçons de nos ennemis ? Les papiers publics nous ont montré pendant un instant le Parlement d'Angleterre, agité de l'exemple séduisant de nos plans de réforme, discutant profondément leurs avantages & leurs inconvéniens : & ces mêmes papiers nous ont appris, que cette Nation, dont nous sommes obligés de considérer la solidité des vues & de la raison, a décidé les doutes en faveur de l'éclat de la puissance & de la Majesté du Trône. Le parti des Economistes y est dissipé.



*De la Banque Royale ou Caisse d'Escompte.*

Law , Banquier & Etranger , séduisit la France en proposant de lui procurer une masse de crédit assez forte , pour balancer celui de l'Angleterre : comme s'il étoit possible que dans une Monarchie absolue , le crédit pût balancer celui d'un Royaume où le crédit est national. Il établit en 1716 , par *Arrêt du Conseil* , une Banque , qu'il réunit ensuite au Trésor Royal , par autre *Arrêt du Conseil*.

La plaie est encore trop saignante , pour que l'on ait oublié toutes les extravagances de la rue Quincampoix , & la catastrophe effroyable qui s'ensuivit.

Law , Banquier , ne voyoit & ne révoit que Banque : Etranger il ne connoissoit ni la Constitution du Royaume ni les principes de l'autorité Royale.

Il est impossible d'allier le crédit avec la puissance absolue.

Un Monarque qui veut être despote , doit renoncer à la confiance de ses sujets ; il faut avoir les Charges avec le bénéfice : Ainsi une Banque d'Etat dans une République ou dans une Monarchie mitigée , peut-être d'un grand secours ; mais depuis cent cinquante ans on a tout fait , pour que la France ne puisse être mise au rang des Monarchies mitigées. S'il étoit possible qu'une Banque pût y être utilement établie , ce ne seroit qu'autant qu'elle ne devroit point son Institution au Gouvernement ; que le Gouvernement ne seroit aucune opération avec elle ; & qu'il n'auroit aucune influence sur elle : car pour peu que l'on ap-  
per-

perçoive le moindre petit coin de son oreille, il n'y a qu'un sot ou bien un fol qui s'avise d'y porter son argent.

Si MM. Garmany, Girardot, Haller, Rillier, Diodaty, Cottin, étoient Citoyens de Paris, & attachés à la France par tous les liens qui constituent le vrai François, qu'ils eussent des immeubles considérables, & qu'ils se réunissent pour tenir une Banque ou Caisse d'Escompte, il seroit possible que le public y prît confiance.

Mais presque tous sont Administrateurs de la Caisse, & sont Etrangers. Qui garantira le Public qu'après avoir extrait chez nous la somme d'or & d'argent proportionnée à leurs desirs, ils ne voudront pas aller à propos jouir de leur fortune réelle dans une autre Patrie en ne nous laissant que leur papier de soye pour essuyer nos larmes? Premier inconvénient de la Caisse d'Escompte.

Si d'un autre côté cette Caisse, dont presque tous les Administrateurs sont Etrangers, avoit encore la tache d'être formée par des *Arrêts du Conseil*, il seroit alors évident qu'elle ne serviroit que de manteau au Gouvernement, sur-tout si l'on voyoit le Trésor Royal prendre un intérêt vif à la circulation de ses billets. Qui ne sentiroit que leur moule reposant dans une main totalement indépendante de toute Loi & purement absolue; la masse peut en être décuplée en un instant suivant le bon plaisir ou l'urgente nécessité d'un Ministre, en même-temps que selon le besoin, la somme totale, peut dans l'instant suivant, être réduite à zero; il est donc impossible qu'un pareil établissement s'accrédite; la base est trop mobile.

Pourquoi en effet le Gouvernement auroit-il plus

d'égards pour ce papier-monnoye que pour les titres des plus légitimes Créanciers de l'Etat, dont les quittances ont été si souvent affichées, soit dans des Edits de suppression, soit dans des Arrêts de réduction de rentes à un pour cent.

M. Necker n'a point institué la Caisse d'Escompte: en arrivant aux Finances, il l'a trouvée établie par plusieurs *Arrêts du Conseil*; mais languissante; il l'a considérée comme un moyen qu'il pouvoit employer pour donner du ressort au crédit.

L'intention de M. Necker étoit louable; elle étoit d'ailleurs analogue à ses principes sur la circulation de l'argent & sur le prétendu *abus de la propriété territoriale*; mais sentant qu'après la catastrophe de 1720, toujours présente à l'esprit de tous les François, il ne pouvoit pas proposer une Banque Royale, il a pris une tournure pour dérober sa marche, & s'insinuer insensiblement & sans soupçon dans les Caisses du Public.

Il a d'abord calculé la commodité des joueurs de la Cour, & il les a invités à alléger leurs poches, en échangeant à la Caisse leurs rouleaux contre le papier-monnoie, appelé *Billets noirs*.

Il a profité de ce goût de Cour, pour y faire participer le Public, & il a fait trois choses:

La 1<sup>re</sup>. a été d'Ecrire aux Compagnies de Finance, pour les engager à recevoir dans leurs Cais-  
ses les *Billets noirs*.

La 2<sup>e</sup>. d'en garnir le Trésor Royal, pour les offrir en paiement avec la petite considération de ne point donner de sols ni faire payer de sacs.

La 3<sup>e</sup>. de convenir avec les Actionnaires & les principaux Banquiers, qu'entr'eux ils ne seroient  
leurs



leurs paiemens qu'en ce papier, & qu'ils le feroient valoir au-dehors autant qu'ils pourroient (1).

Ils ont encore eu le projet de faire donner à la même Caisse les Dépôts de Justice, & de l'étendre dans les Provinces où l'un des Actionnaires a dû être Député.

Le Public n'y faisoit pas attention, & il commençoit à s'accoutumer à la couleur des Billets; mais il paroît que M. Necker se trouva en détresse d'argent vers le mois de Janvier dernier: il crut pouvoir faire ressource en commençant à faire délibérer une première multiplication de Billets jusqu'à une somme énorme, & en substituant à la Caisse des billets signés d'*Harvelay*.

En cela on ne peut se dissimuler que M. Necker a suivi littéralement la marche de Law.

Mais malgré la  *finesse*  & la légèreté des Billets noirs, on a senti le poids de leur augmentation.

De plus le Libelle & le Tableau comparatif ont paru, & ils ont jetté comme de raison l'alarme dans le Public: il est notoire que tout le monde a couru à la Caisse & que M. Necker n'a connu d'autre expédient pour faire face à une terreur qui se renouvellera à chaque instant, que de *charroyer de nuit*  l'argent du Trésor-Royal, & de faire la *navette*  de ses billets dans toutes les Caisses de Finances.

Voi-

(2) On pourroit en compter un quatrième, qui est d'avoir osé proposer au Roi de l'admettre au partage des bénéfices si son Trésor fournissoit les fonds: Et M. Necker en effet donne à sa Majesté 2 pour cent: les Actionnaires en ont peut-être 4 ou 5....! Mais quand le Roi voudra.... où en fera toute l'affaire!

Voilà l'état actuel. Or, M. Necker, homme d'esprit, qui avoit calculé peut-être sur le nombre des fots dans Paris, ne devoit-il pas mettre aussi dans son calcul, que l'intérêt leur feroit tôt ou tard ouvrir les yeux, & que le plus stupide feroit ce raisonnement ?

Pourquoi une Caisse d'Escompte ? Pourquoi presque tous les Administrateurs de cette Caisse sont-ils Etrangers, & n'ont point d'immeubles en France : Pourquoi une Caisse d'Escompte liée au Trésor-Royal ? pourquoi les Billets noirs & les Billets escomptés de cette Caisse se trouvent-ils dans le Trésor-Royal ? Pourquoi l'activité du Trésor-Royal à faire ses paiemens en Billets de la Caisse ? Pourquoi changerai-je mon bon argent contre des Billets noirs, si transparens, si délicats, si faciles à s'user & à se perdre, & cela sans intérêts, quand je puis le prêter avec profit ? On volera votre argent chez vous, m'a-t-on dit, mais si je suis environné de gens infideles, on me volera plutôt encore & plus aisément mon papier-monnoie, que tout mon argent, difficile à emporter.

Les Joueurs, ajoute-t-on, y trouvent une facilité agréable.

M. Necker, qui est un Censeur si austere des mœurs & du luxe, auroit dû prévoir en Administrateur, qu'il n'en résulte au contraire pour les joueurs qu'une plus grande facilité à se ruiner eux & leurs enfans.

On a beau déguiser la Caisse & la colorer de divers prétextes, on ne peut détruire aux yeux du Public éclairé sa vraie qualité de *Banque Royale*.

En faut-il une dernière preuve ? On lit page 144

des Lettres sur l'Emprunt & l'Impôt, par Rilliet de Sauffure, Citoyen de Geneve. " J'ai envoyé au  
 „ Ministre & à l'Administration de la Caisse d'Es-  
 „ compte le seul bon projet de Banque qu'il soit possi-  
 „ ble de donner.... Les Billets de Banque que je  
 „ propose, seront plus solides que ceux de Lon-  
 „ dres, malgré la différence essentielle des Gouver-  
 „ nemens. " Et ce bon projet de Banque envoyé à  
 l'Administration de la Caisse en Juillet 1778, & au  
 Ministre M. Necker qui correspondoit avec l'Au-  
 teur, encore en Septembre suivant, porte littéra-  
 lement... Il faut conserver soigneusement à votre  
 Caisse le nom de Caisse d'Escompte, & à vos Billets,  
 celui des Billets de Caisse, en écartant scrupuleuse-  
 ment celui de BILLETS DE BANQUE, puisque  
 les mots ont tant d'influence sur les esprits..... Mais  
 VOICI TOUT LE SECRET. Il faut s'entendre  
 avec M. Necker pour qu'il vous fasse délivrer autant  
 d'argent du Trésor Royal contre vos Billets de Caisse  
 de pareille valeur qu'il vous conviendra d'en employer :  
 ce premier échange de vos Billets contre l'effectif que  
 vous fournira le Trésor, se répètera dans chaque CREA-  
 TION de nouveaux Billets....

Il est prudent de ne pas encore révéler le reste  
 de ce plan effrayant.... Ces connoissances & ces  
 réflexions ont échappé à l'Auteur du Libelle, qui  
 dit d'ailleurs des choses très-sages & très-politi-  
 ques sur le danger de l'Etat à travailler en Ban-  
 que, & sur la préférence que, jusqu'à M. Necker,  
 tous les Ministres ont donné aux Compagnies de  
 Finance, dont les richesses se placent dans l'in-  
 térieur du Royaume, & dont l'état dépend tou-  
 jours du Gouvernement.

Le Banquier au contraire, ajoute-t-il avec une  
 grande



grande & profonde vérité, est un Cosmopolite qui a deux Patries ; l'une, où il trouve l'argent à bon marché ; l'autre, où il le vend fort cher.

*De la Division de la Ferme générale.*

La partie des Aydes & des Domaines fut réunie à la Ferme générale en 1757. Ces objets de Finance étoient précédemment affermés à une troupe de sous-Fermiers, qui formoit un Corps d'environ deux cens quarante personnes, dont les onze douzièmes étoient totalement ineptes & inutiles. Cette gestion étoit effroyable par la rapacité des travailleurs en Finance, & par les fortunes scandaleuses qu'elle a produit. Ces sous-Fermiers étoient presque tous des gens de la lie du peuple : plusieurs ont laissé 7 à 8 millions de biens à leurs enfans.

M. de Séchelles ouvrit les yeux en 1765 sur ces désordres. Il réunit à la Ferme générale les parties sous-fermées, & pour ce service il créa 20 Fermiers généraux qui remplacèrent les 240 sous-Fermiers.

En 1767, le Contrôleur général Laverdy, qui vouloit, en obligeant les gens de la Cour, ne pas oublier ses parens, fit revivre l'histoire des croupes abolie en 1759 par feu M. de Silhouette.

Pour cet effet, M. de Laverdy gagna les Sieurs Douet & Gautier, qui lui indiquèrent ceux de leurs associés que l'on pouvoit sans conséquence gréver de croupes & de pensions.

Il récompensa l'un par la place de Fermier des Postes, & l'autre par des croupes en faveur de ses parens.

La Compagnie fut vendue à ce prix & sacrifiée ;  
mais

mais le plus grand mal a été d'avoir ouvert la porte à des individus qui, sous aucun regard, n'en étoient dignes.

On prit la voie de l'adjonction, à cause de l'impossibilité à ces gens-là de faire des fonds. Il en existoit même sans intérêt réel dans la Ferme: & ils avoient si peu de délicatesse & d'honnêteté qu'ils rêvoient la nuit, & qu'ils étoient occupés le jour à trouver dans l'anti-chambre du Contrôlé général quelque moyen pour expolier, jusqu'aux enfans adjoints de leurs peres, des intérêts d'une place devenue en quelque sorte leur patrimoine.

L'Abbé Terray pour surcroît arriva; il porta le mal à son comble, en accumulant les croupes & les Adjoints, jusqu'à en donner à des Fermiers généraux titulaires, sans leur consentement & malgré le vœu de la Ferme.

Il s'ensuivit une dissension énorme parmi tous les Membres. Ces Adjoints, sans existence, sans rapports, & n'en ayant qu'avec les Commis des Intendans des Finances, virent avec satisfaction M. Necker substituer ces Commis à leurs maîtres, & ils crurent bientôt entrevoir que M. Necker étoit nécessairement conduit par eux.

En conséquence ils firent valoir avec succès auprès des Sieurs Hamelin & de Lessart l'avantage qu'il y auroit à diviser la Ferme générale en trois; puisqu'au lieu de placer 60 personnes, on pourroit en placer 90; qu'eux-mêmes y trouveroient le moyen d'obliger leurs parens, leurs protégés, & qu'en flattant l'amour-propre de M. Necker par la considération de la gloire & de la célébrité, il seroit facile de le déterminer à l'opération, sous divers

vers prétextes qu'il ne pourroit pas ne point prendre pour de solides motifs.

M. Necker fut amené à ne consulter sur ce plan que les intéressés à son succès, & les plus indigens de la Compagnie qui acquéroient par là l'expectative de places entières dans la Régie ou dans l'Administration.

Il a dû croire ensuite qu'il avoit bien vu, parce que, quand il a communiqué son projet au Comité de la Ferme générale, il n'y a éprouvé qu'une légère opposition : elle étoit enchantée de voir d'un côté l'anéantissement total des croupes, & de l'autre l'épurement de la Compagnie, & le retour à la première simplicité.

Ainsi le traitement moindre en argent a peu touché le Comité : il en est résulté pourtant un effet fort singulier, c'est que le retranchement du traitement a tombé sur la partie la plus saine & la plus habile du Corps, tandis que ceux qui n'avoient que des moitiés, des tiers, des quarts, des sixièmes, des douzièmes de place, se trouvent infiniment enrichis.

Si M. Necker a cru faire le bien du Roi, il s'est trompé sur le principe & sur l'effet.

L'Auteur de la Brochure traite ce Chapitre en homme fort instruit des vérités de détail ; il y manque seulement quelque développement : en reprenant ses idées, on va y suppléer.

L'affertion de M. Necker, que les recouvremens de ses trois Compagnies s'élèveront à environ 250 millions, est démontrée très-fausse, puisque le bail étant au plus de 126 millions, & chacune des deux Régies de 42, sauf la déduction des frais, cela ne fait pas 210 millions.

L'Au-



L'Auteur de la Brochure traite à ce sujet M. Necker avec indécence (1). M. Necker a pu se tromper; il n'a sans doute voulu tromper ni le Roi ni la Nation: cependant si une telle erreur de calcul est étrange dans un Banquier, elle est d'une conséquence inexcusable dans un Administrateur.

Il a multiplié les fautes de ce genre à l'égard de la Ferme: les secours qu'il en a tirés en 15 mois montent à 46 millions, y compris les 18 de crédit de billets.

Or M. Necker, comme Administrateur, a fait encore une faute, & une faute inconcevable, d'avoir livré sans ménagement ces billets à ses Banquiers: ce procédé ne peut avoir pour excuse que l'extrême détresse où il pouvoit être: car il a perdu par-là le crédit du Corps qui ne peut plus trouver de l'argent qu'à un haut prix, puisque M. Necker a consenti de payer l'escompte exigé par ses

(1) *Nota.* Il parle en homme aigri: car il ne cherche dans les opérations de M. Necker qu'à relever ses fautes, & il évite de parler des avantages qu'il a procurés: ainsi il tait la suppression de ces croupes qui est un objet de bénéfice de trois ou quatre millions. Il est vrai que cette suppression n'exigeoit ni esprit, ni talens; mais il falloit du courage, de la fermeté; & M. Necker les a montrées au souverain dégradé vis-à-vis la Cour, & même la Famille Royale.

Il existe pourtant encore des croupes: M. Necker l'ignore assurément, parce qu'il est trompé par les Sieurs Hamelin & Léfart. Le premier a placé ses trois beaux freres dans la Ferme générale, la Régie & l'Administration. Le second a dans les *Sels de l'Océan* un prête-nom, appelé *Gilbert*, & dans la Ferme générale un autre prête-nom, qui s'appelle *Doazan*.

les Banquiers. A quel intérêt donc leur a-t-il négocié ses 18 millions de billets ? Il faut bien qu'ils y gagnent.

Cette réflexion a saisi tout le monde: on a dit de suite: si le Corps de la Ferme générale ne peut trouver d'argent qu'à cinq pour cent: est-il possible que les individus trouvent au même taux ?

L'Auteur de la Brochure croit avoir détruit ce que M. Necker a ajouté, que le Roi alloit gagner par an 14 millions, parce qu'il y a opposé un prétendu tableau du gain inoui & peu réel, que les Fermiers généraux auroient dû faire jusqu'ici: cet article est imparfait.

Les Fermiers supposés avoir gagné par chaque année 14 millions de plus, il n'en résulteroit pas encore que les produits seroient les mêmes dans le bail nouveau.

M. Necker a fait ce bail sur les trois premières années du dernier: mais il fait que la quatrième année est infiniment plus foible.

Un autre exemple peut se tirer du bail d'Alatere: c'étoit une affaire en produit brut de plus de 1120 millions. La quatrième année étoit en perte sur le prix du bail, & , somme totale, il n'y eut que 8 millions de bénéfice pour les soixante Fermiers généraux.

Il étoit possible que la recette totale de 1120 millions dépendant de mille événemens, se réduisît à 1100 millions: la Ferme générale auroit donc perdu 12 millions.

Il est aussi difficile à un Ministre de pouvoir calculer le gain ou la perte d'une affaire aussi immense, aussi casuelle, qui a pour base des droits assis sur les récoltes, sur les consommations, sur l'ai-

l'aisance plus ou moins grande des peuples ; qu'il seroit impossible à M. Necker , tout grand calculateur qu'il peut être , de pouvoir fixer le nombre des gerbes de bled , qu'un Fermier d'une ferme de millé écus seulement pourra récolter en Août prochain : le nombre de barriques de vin qu'un Vigneron pourra faire cette année dans quatre arpens de vignes.

Le bail des Fermes est bien une affaire de finance, mais il est aussi une affaire de commerce; cela est si vrai, que les tabacs ont coûté à la Ferme plus de 30 millions au-delà de ce que le Roi lui passe dans le bail qui expire. On ne peut pas dire si, dans ce bail-ci, ils coûteront 20 millions de plus ou 20 millions de moins: c'est pourtant une différence de 40 millions pour la Ferme, & d'un million de bénéfice ou de perte pour chaque Fermier général.

Voici un troisième exemple. L'Abbé Terray a fait le bail de Laurent David : il l'a calculé sur les 8 millions de bénéfice de la Ferme dans le bail d'Alaterra : il exigea même 10 millions de plus à raison de ses mêmes droits: les plus habiles Fermiers généraux croyoient que le bail ne pourroit aller à la seconde année : l'Abbé Terray lui-même en étoit presque convaincu. Les produits cependant ont été très-heureux: pourquoi? C'est que les récoltes ont été bonnes ; & une raison plus forte, c'est que le gouvernement de Louis XVI a été infiniment plus doux ; c'est que les droits ont été levés avec plus de noblesse & de désintéressement : la preuve en est que dans tout le cours de ce bail, il n'y a eu aucune réclamation faite contre la Ferme par les Etats, par les Cours, par

( e )

aucun



aucun Corps municipal.

D'ailleurs le Ministère depuis cinq ans laisse respirer les peuples , le Roi n'a voulu mettre aucun impôt : la Nation est plus heureuse.

Un Administrateur ne doit jamais perdre de vue que le bonheur de la Nation est la source de la richesse du Souverain.

Ce commencement de bonheur ne s'évanouira-t-il point , par la disjonction de la Ferme générale ? L'intérêt des Régisseurs ne fait-il pas naître le caractère dévorant des sous-Fermiers.

Alors les peuples ne gagneront point à l'opération , & le Roi pourra y perdre de plus d'une manière.

Les exemples des baux d'Alaterra & de Prevôt sont sans réplique ; les Domaines certainement ont infiniment gagné ; les Aydes ont infiniment perdu : ainsi le gain d'une partie a balancé la perte de l'autre.

Ce n'est pas un nouvel essai que celui de M. Necker ; l'expérience ou la connoissance de l'Histoire avoient arrêté ses prédécesseurs.

On tenta une disjonction & des régies en 1687 ; on fut obligé de remettre tout en bail en 1689.

Après les cruelles épreuves de Law , on imagina en Janvier 1721 de résilier le bail des Fermes pour le transformer en régie , à commencer du premier Octobre 1720. Mais le 10 Septembre 1726 on fut forcé de reprendre l'ancienne forme , & de convertir la régie en Fermes comme à l'ordinaire.

Ce que M. Necker auroit dû faire lui est véritablement indiqué par l'Auteur de la Brochure , c'étoit tout l'inverse de ce qu'il a fait , c'est-à-dire

dire, qu'il auroit dû tout réunir pour tout simplifier, pour gagner plus, & plus sûrement.

Ce plan est naturel, il est simple; & en séparant ce qui en est dit de ce qui n'est que personnalité, on demeure de plus en plus convaincu que M. Necker, fort peu instruit en cette matière, nullement Administrateur, & fort mal entouré, n'a suivi que les impulsions, les goûts de ses Commis, & qu'il a été trompé par eux.

*De la destruction des Receveurs-Généraux  
des Finances.*

Les Receveurs-généraux des Finances ont été créés par Louis XII avec finances; ils étoient considérés comme les Inspecteurs & les garans des Receveurs des Tailles du Royaume, en sorte que, dans le *débet* de ces derniers, le Roi ne s'en prenoit qu'à la personne du Receveur-général, & à la finance de son Office.

Une chose fort singulière, c'est que Louis XII ayant introduit la vénalité dans les Offices de finance, cet exemple donna lieu à son successeur Francois I. d'introduire cette vénalité dans les Offices de la Magistrature.

Ainsi les Receveurs-généraux ont existé dans cette Monarchie pendant 270 ans; ils n'ont reçu dans un aussi long espace de temps qu'un seul échec, la suspension de 1719 par Law. Il étoit, comme M. Necker, Banquier & Etranger: mais ils furent rétablis dans leurs fonctions par Lettres-patentes du 23 Novembre 1722, pour les reprendre, à commencer du 12 Octobre 1719. Cet essai couta au Roi 78 millions, soit en banqueroutes

des Receveurs des Tailles, soit en *débets* ou non. recouvrements, dont il fut obligé de faire remise aux peuples.

L'opération de Law a donc prouvé combien l'institution des Receveurs-généraux étoit sage & utile.

Il s'y étoit cependant glissé des abus : les Receveurs-généraux faisoient des traités avec les Receveurs des Tailles, d'où il résultoit que les peuples étoient grevés, parce qu'on levoit sur eux les impositions quatre ou cinq mois avant leur remise au Trésor royal.

L'Abbe Terray y mit ordre, non pas en Administrateur, mais en homme qui avoit besoin d'argent. Il rapprocha seulement les Traités; il auroit dû les casser tous, & donner aux peuples le profit du délai que le Roi accorde pour payer les impositions.

Ces abus au reste ne subsistoient plus; & s'il restoit encore dans les mains des Receveurs-généraux quelques fonds, ils étoient si modiques, que le petit gain de leur agiotage ne faisoit tort ni au Roi ni aux peuples.

Ainsi l'institution des Receveurs-généraux, comme garans des Receveurs des Tailles, étoit évidemment la sûreté du Trésor-royal.

N'étoit-elle point trop coûteuse à l'Etat, c'est ce qu'il faut examiner.

|                                                            |               |
|------------------------------------------------------------|---------------|
| Les Finances de ces Offices sont actuellement de . . . . . | 26,499,700 l. |
| Leurs taxations montent à . . . . .                        | 2,566,000     |
| Leurs gages à . . . . .                                    | 309,000       |
| Ce qui fait en tout . . . . .                              | 2,875,000     |

que



que les Receveurs-généraux semblent  
coûter à l'Etat :

Mais il convient d'en déduire . . . 1,325,000  
pour l'intérêt des 26 millions de  
leur Finance: Reste . . . 1,500,000

---

Et sur cette somme le Roi retenoit

pour le 10<sup>e</sup> des Offices. . . . . 265,000  
Pour les Droits d'Amortissement. . . 180,000  
Pour la Capitation . . . . . 57,000  
Pour les Réceptions , année com-  
mune, Mémoire ci . . .

---

502,000

Il est donc calculé qu'ils ne coûtoient réellement  
pas un million à l'Etat, & ils étoient obligés d'être  
cautions de 160 millions de recettes des Tailles ,  
d'avoir des Commis , & de tenir une comptabi-  
lité qui exige des peines , des soins , des risques.

Pourroit-on demander à M. Necker, si un  
particulier qui auroit 160,000 liv. de rente, feroit  
une mauvaise affaire d'en sacrifier seulement  
1000 francs, si MM. de la Borde & Baujon con-  
sentoient à ce prix de lui faire bon des 160,000  
liv., en courant les risques de tous les événe-  
mens, faillites, vols, incendies ?

Existe-t-il un Souverain dans l'Univers qui  
puisse établir la sûreté de son trésor à meilleur  
marché ?

Les Receveurs-généraux sont cautions envers  
l'Etat de 160 millions, & ils ne lui en coûtent  
pas un.

Or quand il n'en coûte pas un 160<sup>e</sup> au Roi ,  
que fait à l'Administrateur si l'Officier y gagne ?

(e 11j) N'est-ce

N'est-ce pas une de ces faveurs dont le Gouvernement doit se ménager la distribution? Chercher à les réduire, à y faire économie, c'est, si on ose le dire, un *grimelinage*, qui compromet la dignité comme la bienfaisance du Monarque.

M. Necker lui-même, dans son Edit, a senti la nécessité d'un autre prétexte pour colorer la destruction, & il dit qu'elle étoit un *remède salutaire aux mœurs & au luxe*.

Prétexte injurieux & indiscret : car M. Necker auroit bien de la peine à citer deux individus sur les quarante-huit, qui eussent une maison plus belle & plus forte que la sienne lorsqu'il n'étoit que Banquier.

Quelle pouvoit être son intention en faisant venir ensuite dans son cabinet ces 48 Officiers supprimés, dont la présence ne devoit lui être que pénible & désagréable? Etoit-ce pour se donner la cruelle jouissance de leur douleur & de leur humiliation? Si M. Necker étoit instruit combien le Public à cette occasion a outragé ses sentimens & son cœur, il en verseroit des larmes de sang.

Enfin il n'existe plus de Receveurs-généraux des Finances : examinons donc si la nouvelle forme de M. Necker pourvoit & à l'économie & à la sûreté du Trésor Royal.

D'abord M. Necker a imaginé de dédoubler les Receveurs généraux; il s'est ensuite arrêté à la destruction totale du Corps, puis à une création nouvelle de douze : puis il a jugé à propos d'augmenter ces douze de six Adjudans. Il avoit d'abord fixé la Finance de chacun de ces Offices à un million en sus de celle des anciens Offices supprimés; après quoi il en a senti le ridicule, & il fait

fait aujourd'hui entrer en compensation de ce nouveau million, les quittances de Finance des premières Charges.

On n'aime point à voir la tête d'un Administrateur organisée sur tant de variations. Un Administrateur ne doit avoir qu'un plan fixe. Quand il en propose un au Roi, il est censé en avoir pesé dans sa sagesse & avec la plus profonde réflexion, les inconvéniens & les avantages.

Le projet de M. Necker procurera vraisemblablement à l'Etat 200000 liv. d'économie ; mais est-ce bien-là le mot propre quand il s'agit de la sûreté d'un recouvrement de 160 millions ? N'est-ce pas plutôt une pure mesquinerie ? D'ailleurs seroit-ce un assez gros avantage pour déterminer un Administrateur à se jouer de l'Etat & de la fortune de quarante-huit familles & de leurs sous-ordres ? M. Necker a donc au moins augmenté la sûreté du Trésor Royal ? car c'est le principal.

Mais douze Receveurs sont-ils une caution plus solide que quarante-huit, sur-tout quand ces douze sont tous extraits des quarante-huit ?

Douze Officiers à 12 millions sont-ils plus solides que quarante-huit à 26500000 livres ? Ces douze suivront-ils plus exactement, dans l'étendue du Royaume, la comptabilité de prêt de quatre cents Receveurs des Tailles, que quarante-huit, divisés en vingt-quatre Réssorts, & dont deux par conséquent n'avoient à surveiller qu'une Généralité ?

Douze Receveurs peuvent-ils être cautions de quatre cens personnes qu'ils ne connoissent pas & cela pour 25000 liv. par an ? C'est une folie qui n'a pas de nom, sur-tout si l'on exige d'eux la solidarité.

(e iv) Car



Car s'il survenoit un *deficit* non pas de 78 millions , comme en 1719 , mais seulement de 6 ou 7 , le Gouvernement s'adresseroit dans ce cas tout simplement à M. Baujon ; il faudroit bien après sa soumission , qu'il payât sauf son recours sur ses Confreres , & la discussion de leur solidité.

Ainsi la fortune de ces douze individus est tellement en l'air , qu'il doit paroître très-dangereux de prêter à aucun d'eux , pas même à M. Baujon , qui n'a certainement pas réfléchi aux conséquences de sa démarche.

Dans le nouveau système il y a donc suppression de la sûreté du Trésor Royal , & destruction entière du crédit. M. Necker prétend à ce sujet que la Finance ne doit point avoir de crédit : cela peut être. Pour lors il ne faut pas lui demander 120 millions d'emprunt d'ici au mois d'Octobre.

M. Necker par hasard se seroit-il porté à une opération de ce genre , à enlever l'état à quarante-huit familles & à tous leurs sous-ordres , sans avoir eu aucun plan ? Cette idée seroit affreuse.

Comment , avec sa justice & son humanité , auroit-il immolé tout ce monde à son pur caprice ? Si cependant on peut ajouter foi au rapport des douze nouveaux Régisseurs qu'il a nommés , toute invraisemblable , toute horrible qu'en soit l'idée , il paroîtroit que M. Necker n'a eu aucun plan.

Ces douze nouveaux Régisseurs se sont rendus chez M. Necker pour le prier de leur faire part de ses idées & de son *plan* d'administration ; ils attestent tous que M. Necker leur a répondu „ qu'il „ n'avoit point de plan , que c'étoit leur affaire , „ & qu'ils n'avoient qu'à s'arranger comme ils „ l'en :

„ l'entendroient ”. Sur l'observation qu'il étoit impossible que douze fournissent à la besogne, M. Necker proposa quelques Aides: *six Adjoints*, leur dit-il, *suffisent-ils ?* On lui répartit, *non M. il nous en faut trente-six*. M. Necker ne répliqua point: ces MM. se retirèrent, & en descendant l'escalier du Contrôle Général, ils se disoient les uns aux autres, „ puisqu'il n'y avoit pas de plan, pour-quoi donc nous détruire? ”

### *Du discrédit général.*

A peine la destruction des Receveurs-Généraux fut-elle consommée, que M. Necker en sentit l'effroyable conséquence: il craignit, avec raison, d'après son Edit même qui fait regarder la Rescription plutôt comme l'effet du Roi que des Officiers, que les Receveurs-Généraux ne prissent le parti de n'acquitter les Rescriptions qu'au *pro-rata* des finances de leurs Offices.

Il y a plus, c'est que si ces Officiers, après l'exemple des Payeurs des Rentes & de tant d'autres supprimés & non remboursés, malgré les assurances Royales, suivoient une autre marche, ils seroient infideles envers les gens qui ont eu la bonne-foi de leur prêter de l'argent pour leurs Offices; l'honneur, la probité les forcent à prendre ce parti, sans quoi ils exposeroient leurs prêteurs à n'être payés qu'en contrats à 4 pour cent; car il est indubitable que le Roi se mettant à la place de l'Officier supprimé, seroit réduit à ne rembourser qu'en la monnoie courante d'Arrêts du Conseil.

M. Necker qui ne sçait point les détails de la manipulation, s'est imaginé que les Receveurs-

Généraux manqueroient leur service dès le mois de Mai. Il voyoit en outre le discrédit de sa caisse d'Escompte: sa tête s'est embarrassée; & pour couvrir la première faute, il est tombé dans une seconde énorme: la voici.

M. Necker lui même avoit pressé en Février dernier MM. Roslin & de Saint-Amand d'engager la Compagnie de la Ferme générale à faire une répartition: la délibération avoit été remise à la signature du bail. M. de Saint-Amand fut donc député le 5 Avril, pour en faire part à M. Necker. Il étoit pour lors tourmenté de la marche des Receveurs-Généraux. Il dit qu'il regarderoit *comme la faute la plus grave & la plus capitale si la Ferme Générale faisoit en ce moment une répartition & qu'il la défendoit absolument.*

Jamais Ministre n'avoit osé donner de pareils ordres; ils attaquent la propriété publique. M. de Saint-Amand rendit compte le lendemain au Comité, qui arrêta que l'ordre de M. Necker seroit tenu dans le plus profond secret, de peur d'altérer en la moindre chose le crédit si nécessaire dans un renouvellement de Bail. Le Comité écrivit à M. Necker pour lui demander une audience. M. Necker n'a voulu ni le voir ni l'entendre: mais il a pris un ordre du Roi pour casser le Comité, en renvoyer huit Membres, n'en conserver que quatre, & y en faire entrer un tout nouveau qui se trouve parent de M. Necker.

Un pareil coup d'autorité étoit bien capable d'augmenter le discrédit.

En effet il est à son comble: il n'en exista jamais un pareil. Le Roi lui-même en a été si frappé, qu'il en a demandé raison. M. Necker n'a pu



pu en disconvenir; mais il en a attribué la cause à l'intrigue des Gens de Finance, qui, a-t-il dit à S. M. sont furieux de mes opérations.

Il s'agit d'examiner si l'assertion de M. Necker est une médisance ou une calomnie.

Si par hasard c'étoit une calomnie, la droiture, la franchise, la probité de M. Necker seroient bien gravement compromises.

Les quarante-quatre Payeurs des Rentes supprimés & qui ont apuré leurs comptes, sont-ils remboursés? Non. M. Necker dit que *ce n'est pas de son bail.*

La suppression des soixante-quatre Contrôleurs des Domaines & Bois est du bail de M. Necker ils n'ont aucuns comptes à rendre: sont-ils remboursés? Non.

Les cent cinquante-deux Receveurs Particuliers des Bois sont supprimés du bail de M. Necker, ils n'ont point de comptes à apurer: sont-ils remboursés? Non.

Les cent cinquante-deux Receveurs des Amendes dans les Maîtrises des Eaux & Forêts sont supprimés du bail de M. Necker, ils n'ont point de comptes à rendre à la Chambre: sont-ils remboursés? Non.

Les quarante-neuf Gardes-Généraux & Collecteurs de ces Amendes sont supprimés du bail de M. Necker: ils n'ont aucuns comptes à apurer: sont-ils remboursés? Non.

Cela fait pour ce seul Chapitre 461 Officiers supprimés dans le Royaume, qui n'ont point de comptes à apurer, & aucun d'eux n'est remboursé.

Les soixante-quatre Receveurs Généraux des Domaines & Bois sont encore supprimés du bail  
de

de M. Necker, leurs comptes en effet ne sont pas totalement apurés; mais ils ont acquitté la partie du Trésor Royal: ont ils reçu le moindre à compte de remboursement? Non.

Les vingt-sept Trésoriers & Contrôleurs de la Guerre, de la Marine, de la Maison du Roi & des Troupes sont supprimés du bail de M. Necker sont-ils remboursés? Non.

Tous les autres Trésoriers & Officiers supprimés du bail de M. Necker par les Edits d'Octobre 1779 & Janvier 1780, sont-ils remboursés? Non.

Est-ce la Ferme Générale qui a engagé M. Necker à supprimer tous ces Offices & à ébranler ou ruiner la fortune d'un nombre prodigieux de familles, de Titulaires, de Prêteurs?

Est-ce la Ferme Générale qui a engagé M. Necker à proposer la suppression de plus de quatre cens Charges dans la seule Maison du Roi?

Est-ce la Ferme Générale qui a engagé M. Necker. à escompter à cinq pour cent à ses Banquiers, les 18 millions de billets qu'elle avoit bien voulu lui confier *pour le tirer d'embarras*, tandis qu'elle n'avoit jamais payé d'intérêts qu'à 4 & demi?

Est-ce la Ferme Générale qui a prié M. Necker de diviser la Compagnie en trois & de faire deux Régies, c'est-à-dire, deux Corps de Finance, qui par leur seule dénomination ne peuvent jamais avoir de crédit, parce que tout le monde voit que cette Régie qui existe aujourd'hui n'existera peut-être pas demain, & qu'on en a pour preuve, que la Régie des Domaines en trois ans, a eu trois formes différentes.

Si M. Necker supprime ces Régies, ce qui arrivera, il remboursera les Régisseurs en contrats à qua-

quatre pour cent, (ce qui arrivera encore): & comme les deux tiers de ces Régisseurs n'ont ni feu ni lieu, ceux qui auront eu la simplicité de leur prêter de l'argent, se trouveront trop heureux de recevoir leur remboursement en contrats à quatre pour cent, ce qui en arrivant, occasionnera un cinquième de perte aux Prêteurs.

Est-ce la Ferme Générale qui a engagé M. Necker à se saisir de ses Répartitions?

Est-ce la Ferme Générale qui a engagé M. Necker à supprimer *par le fait* aux trois cens Secretaires du Roi, aux Secretaires du Conseil, aux Officiers des Cours des Comptes & Aydes du Royaume, les émolumens, les droits sur le Bail des Fermes qui leur sont propriétairement acquis moyennant finance, & en vertu d'Edits & de Réglemens?

Est-ce la finance qui a conseillé à M. Necker de faire *bouffer* tout-à-coup en Janvier ses Billets noirs à une somme incroyable, d'en faire une nouvelle création le premier Avril dernier, & de la forcer d'en prendre dans ses caisses?

Est-ce la Finance qui a falsifiée des Billets noirs?

Est-ce la Finance qui a engagé M. Necker à retarder déjà de trois mois les payemens des Rentes à la Ville & chez M. d'Arras?

Est-ce la Finance qui a conseillé à M. Necker de faire manquer à sa parole, le Roi, qui a déclaré solennellement qu'il veut que *les finances des Charges soient remboursés en argent comptant*. Edit de 1777.

La Finance auroit bien réussi dans ses vues; car M. Necker en voulant ainsi, à sa manière, substituer le



le crédit du Roi à tous les crédits intermédiaires & particuliers, les a tous anéantis.

Si les Administrateurs, les Régisseurs ne peuvent pas faire un sol de fonds, est-ce l'intrigue de la Finance qui les discrédite, ou la forme de leur création ?

Si les Receveurs-Généraux des Finances n'ont aucun crédit quelconque pour la fin de leur Exercice, est-ce l'intrigue de la Finance qui en est cause, ou bien l'Edit de leur suppression ?

C'est à M. Necker sur tous ces points, à rendre hommage à la justice & à la vérité en son ame & conscience.

#### *Des Assemblées Provinciales.*

On ne peut rien dire sur ce chapitre jusqu'à ce qu'il ait plu au Roi de déclarer ce qu'il veut bien perdre de son autorité.

#### *Conclusion.*

Les Nations en général ont une haine innée pour tout ce qui porte le nom d'impôt : Les François plus que les autres, portent cette haine à un degré plus fort : sont-ils Citoyens, moins attachés à l'Etat & à leur Roi ? Non assurément : mais chez eux les impôts sont presque tous assis avec des formes si bizarres, & ils consistent en des droits si onéreux, si vexatoires, si gênans pour la liberté même ; & ceux assis sur le sol, qui par conséquent n'ont point ces effroyables inconvéniens, sont répartis d'une manière si arbitraire, qu'il est impossible d'en chérir l'administration.

Cette haine doit naturellement retomber sur les

Citoyens, chargés de la levée des impôts; ils auroient en effet les plus belles qualités du cœur & de l'esprit, l'ame la plus ouverte à la bienfaisance & à l'humanité; leur titre seul de Financier suffit pour faire disparaître aux yeux du Public tous ces avantages.

Qu'un Charlatan, contrefaisant le génie: Qu'un second Law arrive au Contrôle Général avec le même esprit, & la même ignorance, pourvu qu'il crie contre l'impôt & le Financier & qu'il ait à sa table & à ses gages quelques beaux esprits, qui répandent dans les promenades & dans les Cafés, qu'on va ruiner les Financiers, & ne point mettre d'impôts; les sots, les oisifs de Paris (& ils sont tant!) s'écrieront aussi-tôt, ah le grand homme! l'homme de génie! avant qu'il ait rien fait; semblables à ces étourneaux du Parterre, que Marmontel payoit pour applaudir ses pieces, avant même que le rideau fût levé.

M. Necker, dit-on, a soutenu & soutient la guerre sans mettre d'impôts: cela est vrai en un sens.

Mais il a fait plus de 200 millions d'emprunts publics & secrets.

Il a créé en viremens, en anticipations, en remboursemens, plus de 220 millions de Charges. Ce sont-là des impôts qui en préparent d'autres à la paix.

Et c'est un des grands inconvéniens de la façon de voir & d'opérer de tout Banquier, devenu Administrateur.

II

( 1 ) Il va encore emprunter quatorze millions sous le manteau du Clergé.

Il ne connoît point la nature & le mérite de l'impôt: d'ailleurs par caractère il se soucie peu d'impôts; il n'y a rien à gagner pour lui & pour les siens; dans les emprunts au contraire dans les Lotteries, dans les viremens de Parties, l'agiotage y est énorme & d'un grand profit. Ainsi ces emprunts coûtent considérablement, soit pour l'intérêt, soit pour la commission. Il en résulte ensuite un plus grand mal National.

Car M. Necker Banquier & Etranger fait ses opérations & ses viremens plutôt avec les Etrangers qu'avec les Nationaux; & s'il étoit né François, s'il avoit l'esprit & les sentimens François, il seroit persuadé que l'Administrateur doit plutôt faire gagner les Nationaux que les Etrangers, parce que si les viremens coûtent six millions par an, cette masse ne sortiroit point du Royaume: de sorte qu'un argent qui coûteroit 7 pour 100 d'emprunt aux Nationaux, seroit par cette raison moins onéreux, que l'argent à 5 aux Etrangers qui en profiteroient.

Ce n'est pas tout, si au milieu de ces préférences étrangères, il arrivoit que le Change de France perdît sur celui de Londres, d'Amsterdam 7 & 8 pour 100, les Banquiers étrangers se donneroient sans doute bien de garde de payer en Lettres de change, à la Banque de Londres & d'Amsterdam: ils seroient plutôt voiturier l'or & l'argent. M. Necker sait qu'il est sorti du Royaume dans les six derniers mois de 1778 & les quatre premiers de 1779, une prodigieuse quantité de millions en argent monnoyé: si ce manège duroit quatre ou cinq ans, les especes passeroient donc en Angleterre & il ne nous resteroit que du papier ou des billets noirs.



Un Administrateur François payeroit de sa tête une pareille faute; elle peut être pardonnable à un Banquier étranger qui ignore la nature de notre Constitution, qui a pour principe, & qui fait imprimer, comme principe de Gouvernement, que la France devoit opérer la sortie de l'argent par toutes sortes d'inventions & de moyens. . . Qu'il faut tourner les idées du Gouvernement vers la convenance qu'il y auroit à représenter les millions fugitifs par une autre valeur, & accélérer d'une année ou deux l'établissement d'une Banque Nationale. . . dont l'époque est nécessairement très-prochaine. . . qu'ainsi tous les restes de l'ANTIQUE BARBARIE disparaîtront successivement; que l'on peut juger par les développemens de l'esprit, quelles sont celles des extravagances de l'ancien temps qui s'ensuivront les premières, & que comme une grande BARBARIE de la Nation Française est de travailler nuit & jour à amasser de l'argent, il faut que cette BARBARIE ait son terme.

Or ceci est littéralement consigné dans les Lettres sur l'emprunt & l'impôt, p. 139 & suiv. dont l'Auteur est ce même Rilliet de Geneve, qui a ici son parent dans la Caisse d'escompte, qui a adressé le plan de cette Caisse au Ministre & à l'Administration de la Caisse, qui exige dans ce plan, comme on l'a vu, que le Trésor royal fournisse à chaque création de billets; que l'on conserve soigneusement aux billets, le nom de billets de caisse, en écartant scrupuleusement celui des billets de banque, puisque les mots ont tant d'influence sur les esprits.

Et qui ensuite, p. 168 de ces Lettres, après s'être fait l'objection de la banque de Law, & du

souvenir de son système, ose s'en défendre, en disant : mais M. Law ne vous a point donné de billets de banque. .... Il a donné insidieusement & traitreusement le nom de billets de banque à des billets d'Etat : c'est là précisément le crime dont il s'est rendu coupable envers vous. ....

A quels périls une Monarchie n'est-elle pas exposée avec ces principes & ce système ?

M. Necker n'a point mis d'impôts, disent sans cesse ses Partisans, & il est vrai qu'il n'en a pas mis légalement : N'a-t-il pas fait pis ?

Il a donné des ordres secrets aux Intendants des Provinces, & aux Directeurs & Contrôleurs des impositions d'augmenter les vingtièmes, de forcer les accessoires, d'étendre sans bornes les 8 s. pour livre : c'est au point que tous ces objets sur la surface du Royaume sont accrus de plus de quinze millions.

Les intendants & les Receveurs-généraux des Finances l'attestent hautement.

Sa législation des vingtièmes & des Tailles n'a-t-elle pas été dirigée de cette manière peu loyale & plus analogue aux vues basses de Commis ignorans peu délicats, qu'à la dignité d'un Roi juste & bienfaisant.

L'Arrêt du Conseil de 1777, au sujet de la répartition des vingtièmes, la réclamation des Cours sur son illégalité, les Lettres-patentes qui l'interprètent & qui le modifient, les Edits de prorogation des vingtièmes n'offrent-ils pas successivement, & la plus fâcheuse ignorance des formes, & l'ordre déguisé de doubler l'impôt, en augmentant tacitement sa côte précédente.

Le plan proposé par le Sieur Hamelin, & adopté

té par M. Necker, d'affujettir aux 8 s. pour livre le droit de marc d'or exigé pour tous les Offices, étendu sur toutes les graces, n'a-t-il pas la tournure d'un impôt accablant?

N'est-ce pas un impôt ruineux pour le Roi, & écrasant pour ses sujets, que la séduisante proposition faite d'abord par les Lettres-patentes du 27 Février dernier, à tous les Titulaires d'Offices, de payer par anticipation six années de leur centieme denier, à condition d'avoir quittance de huit, & de tous les arrérages antérieurs.

Que l'ordre donné ensuite par une simple Lettre ministérielle, convertie depuis en Arrêt du Conseil du 17 Mars, pour exiger sans aucune option ce paiement de tout Récipiendaire?

Enfin que la liberté rendue secrètement en Avril, & par une décision formée de M. Necker de n'y mettre plus de contrainte?

D'où il résulte que, suivant le nombre de ceux qui se sont présentés dans le terme de l'exaction, & de ceux qui préfèrent encore le rachat, l'administration & le produit immense des Parties casuelles, & de leurs profits, d'Offices vacans, &c. &c., sont anéantis pour huit ans.

N'est-ce pas un impôt que l'augmentation de la Capitation?

N'est-ce pas dans l'intention de M. Necker un impôt que la suppression de plus de 600 Offices, & la ruine de milliers de familles, à qui, par un procédé bien mal vu en administration, on prétend faire particulièrement supporter le fardeau de la guerre, au lieu de l'étendre passagèrement sur tous les sujets?



N'est ce pas un impôt terrible que la fixation absolue de tous les Brevets de Tailles & accessoires, ordonnée par la Déclaration des Tailles & de la Capitation , & dont l'effet caché est tel , que les impositions momentanées de travaux publics , d'embellissemens &c. sont rendus fixes & perpétuelles ; que les cotes forcées & réglées sur la valeur mobile des terres & du prix des grains & denrées , sont rendues stables , sans égard à la diminution des fermages & à la baisse considérable des grains.

Peut-on dire qu'une telle Législation d'impôt soit l'ouvrage d'un véritable Administrateur ? Et encore moins lorsque ces résultats meurtriers sont palliés par la pompe d'un préambule étudié qui n'a pour objet que de tromper la Nation ?

Si quelque chose doit étonner après cela , c'est l'enregistrement de la Cour des Aides ; en sorte qu'en consacrant la disposition qui dit, qu'à l'avenir ces impôts ( tant augmentés auparavant ) ne pourront plus l'être , elle a rendu légal l'ordre secret & illégal qui avoit excité les réclamations, & en vertu duquel on avoit forcé toutes les impositions.

Mais cet enregistrement suffit-il ? A la Cour des Aides c'est pour le contentieux : à la Chambre des Comptes, c'est pour le compte. C'est donc & ce doit être enregistré au Parlement pour la vérification & pour l'édit ce qui est le principal.

La Guerre , ajoute-t-on , a empêché M. Necker de changer l'imposition.

Mais l'empêche-t-elle de mettre moins d'arbitraire dans la répartition de la Capitation & d'imposer en vertu d'une simple lettre ?

L'em-

L'empêche-t-elle de faire dans les Gabelles un autre changement que celui de la *dénomination*?

La Guerre l'empêchoit-elle de supprimer ce qu'il y a de vexatoire dans l'impôt du *trop bû*?

La Guerre l'empêchoit-elle de s'occuper de l'abolition des Traités dans l'intérieur du Royaume?

Si la Guerre l'empêchoit de placer l'impôt au pied de la vigne, au lieu de le laisser aux Barrières, elle auroit au moins dû l'engager à trouver un moyen d'empêcher que la France qui, pour ses tabacs, étoit tributaire de l'Angleterre de cinq millions par an, ne le fût pas aujourd'hui des autres Nations pour plus de quinze.

M. Necker sçait d'ailleurs qu'en France la consommation de tabac est de quatorze millions de livres. La Ferme le vend un écu; le Débitant quatre francs: ainsi le rapage de cette matière prohibitive coûte seul aux Citoyens plus de douze millions.

La Guerre n'empêchoit pas M. Necker de chercher à alléger cette main-d'œuvre, & d'y encourager par des prix les Académies, la Société même d'Emulation.

Non-seulement il auroit rendu un service au Peuple qu'il aït tant aimer; mais encore à l'Etat, dont il auroit accru les profits, en diminuant la contrebande.

Cette Guerre ne l'empêche pas de s'occuper d'un nouveau tarif sur les Contrôles. L'intention est bonne; car on ne commence à connoître quelque chose à l'ancien, qu'à l'aide de cinquante-huit années de commentaires, de deux mille Arrêts du Conseil, & de dix mille décisions.

(f iij )

Mal-

Malheureusement il est vraisemblable qu'il sera de même pour le tarif moderne dont la fonte est confiée aux chargés de la perception, conséquemment aux Intéressés à l'augmentation des bornes des profits de la Régie, qui n'a plus ce moyen pour atteindre les quarante-deux millions auxquels M. Necker l'a fixée.

Il est temps de conclure. A quoi donc en dernière analyse se réduit l'administration de M. Necker ?

On ne voit en lui, comme Banquier, que des viremens, des emprunts très-onéreux, puisqu'ils se font presque tous avec des Banquiers étrangers.

Comme homme de Finance, que la *Nekromanie* (1) la plus passionnée;

Comme Administrateur, que le néant le plus absolu.

(1) Dérivé du Grec, *Nekros*, mort, destruction, *Manie*, fureur, manie; ce qui réuni, signifie fureur de suppression, manie de destruction, *Rac. grecques*.

